

AFFAIRES

La Presse

S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
6248,79 -81,57 -1,3%	914,69 15,42 1,7%	351,36 -5,66 -1,6%	216,60 1,47 0,7%	1329,75 3,02 0,2%	8397,03 -30,38 -0,4%	885,76 -4,95 -0,6%	318,00 \$US 1,50 0,5%	25,88 \$US 0,32 1,3%	64,21 CUS 0,36 64,78 CEURO -0,12

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 2002

BOURSES

Économie: le Canada ronronne et les États-Unis toussoient

RICHARD DUPAUL

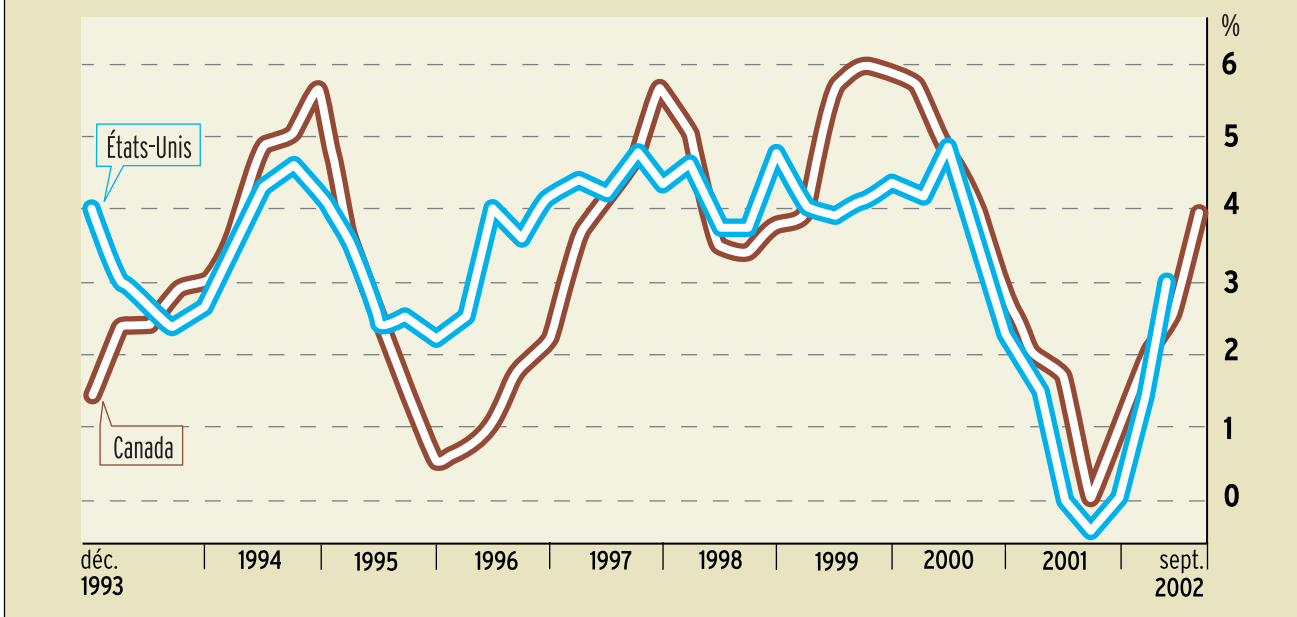
L'économie canadienne a connu une croissance un peu plus faible que prévu de 0,1 % en août en raison de certains facteurs « exceptionnels », mais rien pour le moment ne laisse présager un déraillement de la reprise, selon les experts. Cependant, on ne peut en dire autant pour la puissante machine américaine, qui a montré ses signes inquiétants d'essoufflement au troisième trimestre.

Le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis — la somme de tous les biens et services produits au pays — a enregistré une croissance en apparence vigoureuse de 3,1 % (sur une base annuelle), après une faible hausse de 1,3 % au trimestre précédent, selon des données préliminaires dévoilées hier.

Toutefois, cette performance est nettement inférieure aux attentes des économistes, qui misaient sur un taux de 3,7 %. Qui plus est, cette progression repose presque entièrement sur les épaules de plus en plus fragiles des consommateurs américains, alors que les entreprises osent à peine investir et réduisent leur personnel dans bien des cas.

« C'est inquiétant », affirment à tour de rôle Carlos Leitaó et Marc Lévesque, économistes respectivement à la Banque Royale et à la

La croissance est meilleure au Canada qu'aux États-Unis (croissance du PIB (trimestre), Canada et États-Unis)



Banque Toronto-Dominion. D'ailleurs, à la vue de ces chiffres, les deux spécialistes prédisent maintenant un net ralentissement de la croissance américaine au quatrième trimestre, soit de 1,5 à 2 % seulement.

Pour le moment, les experts continuent de croire que les États-Unis vont retrouver le chemin de la croissance l'an prochain. « Mais, pour cela, il faudra que les entreprises fassent leur part et se remettent à dépenser au début de 2003 », d'ajouter M. Leitaó.

Aussi, la contre-performance de l'économie au troisième trimestre, combinée aux données tout aussi décevantes attendues ce matin sur le marché de l'emploi devraient

convaincre la Réserve fédérale de réduire son taux directeur — peut-être jusqu'à 50 centièmes — dès mercredi prochain dans l'espoir de requinquer l'économie, selon plusieurs experts.

Encore des « chars »

À vrai dire, la performance économique des États-Unis au troisième trimestre se résume à une histoire de « chars », pourrait-on ironiser. Les dépenses des Américains — qui sont responsables des deux tiers de l'économie — ont augmenté de 4,2 % durant cette période grâce surtout à un bond de 22,7 % des achats de biens durables. Cela comprend principalement des voitures bradées par la fa-

briants à coups de rabais ou de taux d'intérêt très faibles, voire nuls.

Or, selon les économistes à la Deutsche Bank Securities, ce rythme est tout simplement « insoutenable », et il faut prévoir un ralentissement de la consommation au quatrième trimestre. En font foi certains signaux récents, comme l'indice de confiance du Conference Board qui a chuté en octobre à son plus bas niveau en neuf ans, et le fait que les ventes de voitures ont ralenti ces dernières semaines malgré de gros efforts promotionnels, selon des sources de l'industrie.

Voir ÉCONOMIE en D2

Des PME ont doublé leurs revenus grâce à Internet

FRANCIS VAILLES

L'IMPLANTATION de solutions d'affaires Internet permettrait de faire doubler les profits d'une PME, conclut une récente étude.

Selon le sondage mené par l'École d'administration Schulich de l'Université York, de Toronto, les PME qui ont implanté des solutions d'affaires Internet ont vu leurs revenus augmenter de 7 % par année, en moyenne. Les dirigeants interviewés ont également affirmé avoir réduit leurs coûts des marchandises vendues de 9,5 % et leurs frais généraux et d'administration de 7,5 %, en moyenne.

En appliquant ces paramètres à une PME type qui fait 10 millions de chiffre d'affaires et qui a une marge nette de 10 %, l'étude estime que, dans le meilleur des cas, les profits nets d'une telle entreprise augmenteraient de 154 %, passant par exemple de 1 million à 2,54 millions.

Au total, 398 cadres supérieurs de PME (500 employés ou moins) de partout au Canada ont répondu au sondage téléphonique d'une demi-heure, a indiqué Ron McClean, coordonnateur du programme de commerce électronique de l'École Schulich.

Voir PME en D2

AUJOURD'HUI

Un premier Sofitel

Accor a ouvert à Montréal à la mi-octobre son premier hôtel Sofitel en territoire canadien, rue Sherbrooke Ouest, angle Peel. Des Sofitel devraient ouvrir prochainement à Toronto et Vancouver. *Page 3*

Vers une année record

« L'année 2002 sera, et de loin, la meilleure de notre histoire », déclare Pierre Brodeur, président et chef de la direction de Sico, le fabricant de peinture. *Page 5*

Le bénéfice de Petro-Canada double

Les hausses des cours du pétrole brut et de la production ont permis à Petro-Canada de doubler son bénéfice au troisième trimestre, a indiqué hier le troisième producteur, raffineur et détaillant canadien. *Page 5*

Prêtes à acheter la paix

Les 10 plus importantes maisons de courtage de Wall Street sont prêtes à déboursier jusqu'à 1 milliard US pour mettre fin aux enquêtes pour conflits d'intérêts qui ont fait plonger leurs titres en Bourse et sali leur réputation aux yeux des clients, disent des sources au fait du dossier. *Page 6*

L'UdeM devient un investisseur éthique

HÉLÈNE BARIL

L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL deviendra lundi la première université québécoise à se doter d'une politique d'investissement pour veiller à ce que les fonds de près de 2 milliards sous sa responsabilité soient investis dans des entreprises « socialement responsables ».

La direction de l'UdeM est sur le point d'approuver la principale re-

commandation du Groupe de travail sur les achats et placements responsables formé il y a un an, a appris *La Presse*.

« L'Université, aux fins de favoriser l'innovation sociale et le développement durable des populations et des communautés de par le monde, soutient qu'une politique d'achat et de placement responsable est une approche efficace pour appliquer les principes qu'elle défend », lit-on dans la Déclaration de principes proposée par le Groupe de travail.

Le Régime de retraite de l'UdeM, son Fonds de dotation et sa Division des approvisionnements, qui contrôlent ensemble 1,8 milliard, sont des acheteurs importants et des actionnaires de plusieurs entreprises publiques. Ils s'assureront désormais que cet argent est investi dans des entreprises qui se préoccupent du développement social des sociétés dans lesquelles elles évoluent.

L'UdeM deviendra ainsi la première université québécoise et la deuxième au Canada à adhérer au courant de l'investissement responsable.

L'UdeM deviendra ainsi la première université québécoise et la deuxième au Canada — l'autre étant l'Université de Toronto — à adhérer au courant de l'investissement responsable qui prend de plus en plus d'ampleur dans le monde industrialisé.

La Caisse de dépôt et placement du Québec — plus important investisseur institutionnel au Canada, avec un actif sous gestion de 133 milliards — n'a pas encore senti la nécessité de se doter d'une politique d'investissement responsable. La ministre des Finances Pauline Marois l'a pourtant invitée à examiner cette possibilité.

La décision de l'UdeM pourrait être imitée par les autres universités québécoises, dont les fonds sous gestion excèdent les 7 milliards.

Dans ses recommandations, le groupe de travail souhaite que l'UdeM sensibilise la communauté universitaire à la pertinence d'adhérer aux principes de l'investissement responsable.

En acceptant de considérer l'impact environnemental et social de ses investissements, l'UdeM ne place pas le rendement au second plan.

Voir UdeM en D2



Photo Reuters ©

Ancien patron d'Enron accusé de fraude

L'ancien directeur financier du courtier en énergie Enron, Andrew Fastow, a été formellement inculpé hier à Houston de fraude, blanchiment d'argent et complot, avec au total 78 chefs d'accusation retenus contre lui relativement au scandale qui a conduit à la faillite spectaculaire d'Enron. Andrew Fastow, également inculpé d'entrave à la justice, est ainsi le plus haut responsable d'Enron formellement inculpé 10 mois après la faillite du courtier en énergie, septième société des États-Unis avant ses déboires comptables. Nos informations en page 11.



Temps Libre

Vous avez enfin du temps libre!

La Presse vous donne rendez-vous à la rubrique *Temps Libre* dans les pages des petites annonces.

Seul ou en groupe, vous y trouverez une foule d'activités pour tous les goûts.

Chaque dimanche
dans
les petites annonces

La Presse
cyberpresse.ca

ÉCONO FLASHES

Banques | Des fusions inévitables ?

LE PRÉSIDENT de la Banque Scotia, Peter Godsoe, a déclaré à ses employés que les fusions bancaires étaient inévitables. La banque fondée en 1832 pourrait un jour donner pareil coup de barre si les circonstances s’y prêtent, a dit son patron. Dans une note au personnel, dont fait état un quotidien torontois, M. Godsoe croit « possible que la Scotia soit un jour partie à une fusion avec une autre banque canadienne ou une institution étrangère ». Cette note est distribuée aux employés après la révélation, mardi, d’un projet de fusion entre la Scotia et la Banque de Montréal, qui a été bloqué quand le bureau du premier ministre Jean Chrétien a prévenu que cela ne serait pas autorisé en vertu du cadre réglementaire. Sans parler de l’information sortie mardi — « rumeurs et spéculation », écrit-il — M. Godsoe dit que la Scotia est prête à une telle évolution.

Presse Canadienne

CIBC | Moins de prêts aux compagnies

LA CIBC accordera moins de crédit aux compagnies et cessera même de prêter à certains emprunteurs, car la troisième banque en importance au Canada cherche à réduire ses risques après avoir dû faire une réserve de 1,5 milliard pour de mauvaises créances. CIBC World Markets, une division de la banque, projette de vendre des portions plus importantes des prêts qu’elle garantit, selon une note transmise aux employés mardi. Dans cette note, Dan Ferguson, vice-président principal, précise que Richard Hassard a été promu à un nouveau poste, sa tâche consistant à décider quels clients garder et lesquels rejeter. En réduisant la proportion d’un prêt qu’elle est disposée à assumer, la CIBC risque cependant de perdre des clients qu’elle souhaiterait garder, car de nombreuses compagnies veulent que leur principal prêteur conserve une grande portion des prêts. La CIBC large déjà des clients dont elle ne veut plus et qu’elle élimine selon un plan élaboré en mai dernier. Ce plan vise à réduire du tiers, au cours des trois prochaines années, les prêts aux compagnies.

Bloomberg

JDS Uniphase | Straus rassurant

LA DIRECTION de l’équipementier en télécommunications JDS Uniphase a voulu rassurer les actionnaires, réunis hier pour l’assemblée annuelle à San Jose, en Californie. Le président Jozef Straus a souligné la solidité financière de la société, dotée notamment d’une réserve de 1,3 milliard US en liquide. De plus JDS Uniphase n’avait pratiquement pas de dette au 30 septembre. La compagnie est par ailleurs implantée dans la région d’Ottawa où son effectif est passé de 10 000 employés, au début de 2001, à environ 1600 récemment et d’autres abolitions de poste sont prévues. Mais M. Straus a nié ce qu’écrivait un quotidien torontois, le 22 octobre, soit que l’effectif serait ramené à moins de 400 personnes, ces dernières travaillant dans la recherche et le développement. « Beaucoup plus que 500 employés » resteront à Ottawa, a affirmé le patron de JDS Uniphase. Cependant les activités de fabrication sont peu à peu transférées, surtout en Chine, tandis que des postes pour l’administration, les ventes et autres fonctions de siège social sont consolidées à San Jose.

Presse Canadienne

Fusions | Dégringolade au troisième trimestre

LES FUSIONS et acquisitions au Canada ont touché un creux de sept ans au troisième trimestre, la quantité de transactions d’envergure ayant pratiquement été réduite à néant, a indiqué un rapport financier publié hier. La valeur totale des transactions s’est chiffrée à 12,3 milliards au troisième trimestre, en baisse de 44,7 % par rapport au trimestre précédent. Il s’agit de sa plus faible valeur depuis le quatrième trimestre de 1995, a noté la banque d’investissement torontoise Crosbie and Co. Plus de 83 % du recul de 10 milliards est attribuable à une baisse du nombre d’accords de plus de 500 millions, selon le rapport. Seulement trois fusions ou acquisitions ont atteint cette valeur au troisième trimestre, contre huit et neuf aux deuxième et premier trimestres respectivement. Seulement une transaction a franchi le cap du milliard au troisième trimestre, soit la vente par le conglomérat BCE de sa filiale d’annuaires téléphoniques à la firme d’investissement new-yorkaise Kohlberg Kravis Roberts & Co. et au Régime de retraite des enseignants de l’Ontario pour la somme de 3 milliards.

Reuters

Domtar | Profits en hausse grâce au papier

UNE PLUS forte demande pour le papier a permis à Domtar inc. d’accroître son bénéfice au troisième trimestre, mais les droits américains sur le bois d’oeuvre demeurent une épine au pied, a indiqué hier le premier producteur canadien de papiers de spécialité. Domtar a fait état d’un bénéfice de 59 millions, ou 26 cents l’action, au trimestre terminé fin septembre, contre 14 millions, ou 8 cents l’action, à pareille période un an plus tôt. En excluant les éléments non récurrents, le bénéfice s’établit à 22 cents l’action, contre 12 cents l’action l’an dernier, et surpasse les attentes des analystes qui prévoyaient un bénéfice de 17 cents l’action, selon Thomson First Call. Le bénéfice par action du plus récent trimestre a été gonflé par un gain de 4 cents provenant de crédits d’impôt liés à des activités de recherche et développement menées au cours des dernières années.

Reuters

Sun Life | Bénéfice en hausse

LA FINANCIÈRE Sun Life a rapporté hier une hausse de son bénéfice au troisième trimestre en raison du gain provenant d’une vente, de réductions des coûts et de récentes acquisitions. Le premier assureur canadien a affiché un bénéfice net de 361 millions, ou 58 cents par action, contre 215 millions, ou 51 cents par action, un an auparavant. Les neuf analystes sondés par la firme de recherche Thomson First Call avaient prévu en moyenne un bénéfice de 58 cents par action, leurs prévisions allant de 54 cents à 71 cents par action. La nouvelle ne s’est toutefois pas répercutée sur le titre de Sun Life, qui se négociait en baisse de 30 cents à 26,59 \$ hier après-midi à la Bourse de Toronto.

Reuters

Lassonde | La Chine continue de nuire aux profits

LES INDUSTRIES Lassonde ont vu leur profit diminuer fortement au troisième trimestre, alors que la filiale chinoise du fabricant de jus a affiché des pertes. Lassonde a dit hier avoir touché un bénéfice de 860 000 \$, ou 13 cents par action, au trimestre terminé fin septembre, comparativement à 3,1 millions ou 46 cents par action, à pareille période l’an dernier. Le chiffre d’affaires trimestriel a reculé, passant de 68,8 millions l’an dernier à 67,5 millions.

Reuters

Mediatrix | Quatre millions supplémentaires

MEDIATRIX Telecom, société de Sherbrooke spécialisée dans la technologie d’accès de voix sur protocole Internet (VoIP), a obtenu 4 millions en financement provenant de ses actionnaires actuels et de sa compagnie mère, Media5 Corporation. L’investissement fait partie de la Ronde C de financement de Mediatrix, qui a permis de réunir plus de 12 millions cette année. Ce financement octroie à Mediatrix du capital supplémentaire pour étendre sa gamme d’appareils d’accès, de passerelles et de solutions VoIP. Le financement supportera également les efforts de développement d’affaires, de ventes et d’initiatives en marketing de Mediatrix.

Mega Bloks | Prospectus provisoire modifié

MEGA BLOKS a déposé un prospectus de base RFPV provisoire modifié et reformulé auprès des autorités provinciales canadiennes en valeurs mobilières. Ce prospectus vise un placement secondaire d’une partie des actions ordinaires détenues par des sociétés affiliées à The Blackstone Group, un des actionnaires principaux de Mega Bloks, annoncé initialement le 11 octobre. Les modifications incluent l’ajout des états financiers non vérifiés de la Société pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2002. Merrill Lynch Canada agit à titre de preneur ferme principal dans un syndicat bancaire composé également de Marchés mondiaux CIBC, BMO Nesbitt Burns inc. et de la Financière Banque Nationale.

Pierre Bellemare

ÉCONOMIE

Suite de la page D1

« On ne peut pas avoir cinq voitures devant sa maison, tout de même », ironise M. Leitao.

Les experts sont surtout préoccupés par le secteur industriel, qui tarde à prendre la relève des consommateurs qui ont soutenu l’économie à bout de bras après les attentats du 11 septembre. Les dépenses des entreprises américaines, pour la construction d’usines ou d’édifices commerciaux, ont chuté de 16 % durant le trimestre, à leur plus bas niveau depuis 1996. De plus, les manufacturiers augmentent leurs stocks au compte-gouttes, ce qui trahit leur manque de confiance envers l’économie, disent les analystes.

Cela s’ajoute au fait que le nombre de demandes d’assurance-chômage a grimpé à 410 000 la semaine dernière, alors que des entreprises comme Boeing, DuPont et Corning continuent à réduire leurs effectifs. Un chiffre au-dessus de 400 000 est généralement annonciateur d’une détérioration du marché du travail, de sorte que les économistes prédisent que le taux de chômage a grimpé de 0,2 %, à 5,8 %, en octobre.

Cela dit, on relève tout de même quelques signaux encourageants au sud de la frontière. Notamment, les entreprises américaines ont augmenté de 6,5 % leurs investissements en matériel informatique — la plus forte croissance depuis le deuxième trimestre 2000.

Au Canada

Heureusement au Canada, les nouvelles économiques sont un peu plus réjouissantes. L’économie a crû de 0,1 % au mois d’août, ce qui est inférieur aux prévisions de 0,2 à 0,3 % des économistes, mais la reprise suit son cours après une croissance de 0,5 % en juillet, rassurent les experts.

Selon M. Lévesque, la croissance plus faible de l’économie est surtout attribuable à certains événements ponctuels, tels que les mauvaises récoltes dans l’Ouest et les baisses de production d’électricité en Ontario et de pétrole dans l’Ouest.

Par contre, le marché de l’emploi reste vigoureux et les consommateurs continuent d’acheter, notamment des maisons neuves, au point de soutenir la forte cadence des

cas et la gestion de la production dans 21 % des cas.

Les plus grands utilisateurs de solutions d’affaires Internet sont les entreprises du secteur financier (76 %), suivies de celles du secteur public (66 %), du commerce (64 %), du secteur manufacturier (62 %) et du secteur des communications (61 %).

Selon le sondage, 49 % des PME utilisant des solutions Internet ont noté un accroissement des revenus et 44 % une diminution des frais généraux et d’administration. La baisse du coût des marchandises vendues n’est d’abord ressentie que par 28 % des entreprises.

« Les PME ne se rendent pas compte des occasions de croissance qu’elles manquent. Notre but est de démontrer le pouvoir d’Internet sur la productivité et l’économie », a déclaré Pierre-Paul Allard, coprésident de l’Initiative pour les affaires électroniques canadiennes et directeur général de Cisco Systems Canada, une entreprise qui fabrique des produits de réseautage Internet.

Une deuxième étude est attendue le printemps prochain. Elle comparera les PME canadiennes avec celles de divers pays dont les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l’Allemagne, l’Italie et le Japon.

UdeM

Suite de la page D1

Comme la plupart des politiques d’investissement responsable, la sienne accordera la préséance aux considérations financières.

« L’investissement socialement responsable n’est légalement permis que s’il constitue un élément accessoire parmi les éléments habituellement pris en considération dans une décision d’investissement, lit-on dans le rapport du Groupe de travail. Il doit alors être compatible avec la Politique de placement du Régime de retraite et l’obligation d’accroître le patrimoine. »

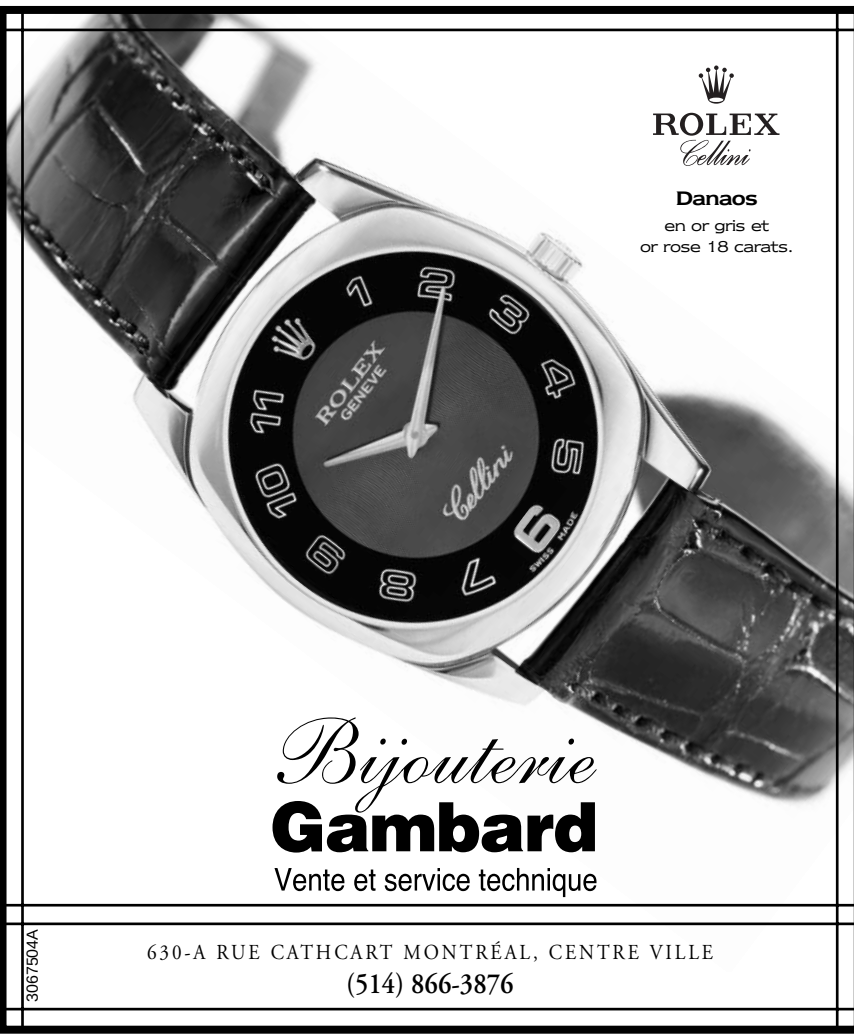
Pour mettre la nouvelle politique en application, un comité composé des membres du Groupe de travail sera créé. Il suivra l’actualité et fera des recommandations sur la façon dont les gestionnaires des fonds universitaires devraient exercer leurs droits de vote. Il travaillera aussi à mettre au point un mécanisme pour gérer les situations problématiques.

L’adoption d’une politique d’investissement responsable à l’UdeM

est le résultat des pressions de la Fédération des associations étudiantes du campus (FAECUM). C’est à la demande des étudiants que le Groupe de travail a été mis sur pied l’an dernier.

Le secrétaire général de la FAECUM, Nicolas Fournier, est évidemment content de la tournure des événements. « On ne s’attendait pas à ce que l’éthique devienne la considération numéro un, a-t-il commenté, mais que ça devienne au moins une des considérations. »

Il souhaite que la décision de l’UdeM influence d’autres caisses de retraite. La Caisse de dépôt, notamment, devrait utiliser davantage son influence, dit-il en rappelant que par deux fois, en 2000 et en 2001, la Caisse s’était abstenue de voter sur une proposition d’actionnaires demandant à la Compagnie de la baie d’Hudson de ne plus acheter des fournisseurs qui violent les règles de l’Organisation internationale du travail.



ROLEX
Collini
Danaos
en or gris et
or rose 18 carats.

Bijouterie
Gambard
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE
(514) 866-3876

derniers mois dans l’industrie de la construction. Abstraction faite des secteurs énergétique et pétrolier, la production manufacturière a crû de 0,1 %, avec des hausses observées chez les fabricants de matériel de transport, de produits métalliques et de meubles entre autres.

D’ailleurs, le dollar canadien a bien réagi hier, gagnant 36 centimes, à 64,21 cents US, en anticipation d’un accroissement de l’écart des taux d’intérêt américains et canadiens, disent les cambistes.

Warren Lovely, économiste à la Banque CIBC, estime néanmoins que les données du mois d’août vont obliger la Banque du Canada à revoir à la baisse ses projections de croissance de 4 % au troisième trimestre. Or, même si le Canada enregistrerait une forte croissance de 0,3 % en septembre, « on pourra difficilement faire mieux que 3,3 % pour le trimestre », avance M. Lovely.

La bonne nouvelle pour les consommateurs, c’est que la banque centrale devrait probablement tempérer son récent discours annonçant une hausse prochaine des taux d’intérêt, dit le spécialiste.

VELAN INC.

AVIS DE DIVIDENDE

Un dividende de 0,15 \$ par action à l’égard des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne de la Société déclaré le 25 octobre 2002 et payable le 16 décembre 2002, sera payé aux porteurs des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 10 décembre 2002.

Par ordre du conseil d’administration
Le Vice-président exécutif et secrétaire,
Thomas Velan
Montréal, Québec, le 25 octobre 2002

Avis de dividende

ALCAN INC.

Dividendes trimestriels Par action

Actions ordinaires É.-U. 0,15 \$

Payable - le 20 décembre 2002

Date de clôture des registres
- le 20 novembre 2002

Actions préférentielles

Série C Can. 0,278750 \$

Émissions de 1984 et 1985

Payable - le 20 novembre 2002

Date de clôture des registres
- le 5 novembre 2002

Roy Millington
Secrétaire



700

Affaires

710

OCCASIONS D’AFFAIRES

INVESTISSEMENT: obtenir 10% d’intérêt en 6 mois sur votre capital investi, 514 953-1236



800

Avis

805

AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

C.O.M.O. TIRAGE #44

4819 3593 5455 4276 5602 4228 5639

850

AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

DEMANDE DE DISSOLUTION

(article 37, Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales)

PRENEZ AVIS que la compagnie **A.C.E. SÉCURITÉ MONTRÉAL INC.**, ayant son siège social au 1321 De Montbrun, Boucherville, Qc J4B 5E4, demandera à l’inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre et à cet effet dépose au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, la présente déclaration requise par les dispositions de l’article 37 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

André Gaudreault

R 850

DEMANDE DE DISSOLUTION

PRENEZ AVIS que la compagnie/personne morale, **LA CONFÉRENCE MONTEBELLO (Matricule 1144395127)** ayant son siège social au 567, rue Martin-Perrier, Aylmer, Québec, J9H 5P2, demandera à l’inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre et à cet effet déposera au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, la présente déclaration requise par les dispositions de l’article 37 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

Toute personne ou entreprise ayant quelque réclamation à faire à la charge de cette compagnie/personne morale est priée de la faire parvenir à l’adresse mentionnée dans le présent avis au plus tard dans les 30 jours de la date de parution d’aujourd’hui.

Antoine Normand, Président

R 850

PRENEZ AVIS que la **dénomination sociale SYNDICAT DU 152-154-156-160 QUINN sous le matricule 11496220222** demandera à l’inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre et à cet effet déposera au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, la présente déclaration requise par les dispositions de l’article 37 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

R 850

Accor ouvre à Montréal son premier hôtel Sofitel en sol canadien

LAURIER CLOUTIER

Accor a ouvert à Montréal à la mi-octobre son premier hôtel Sofitel en territoire canadien, rue Sherbrooke Ouest, coin Peel. Des Sofitel devraient ouvrir prochainement à Toronto et Vancouver.

Leader européen de l'hôtellerie et du tourisme-voyage, Accor, de Paris, compte notamment dans son portefeuille 3700 hôtels portant 11 enseignes différentes dans 90 pays, en plus de l'agence de voyages Carlson Wagonlit Travel.

Déjà implantée aux États-Unis, Sofitel a choisi Montréal pour établir solidement sa marque d'hôtels cinq étoiles au Canada en raison de son caractère de grande ville internationale, a déclaré hier Jean-François Maljean, président d'Accor Amérique du Nord, établie à New York.

L'architecte David J. Azrieli, propriétaire de l'ex-immeuble de bureaux des années 1970 converti en hôtel de luxe, a négocié avec plusieurs chaînes d'hôtellerie durant deux ans et demi avant de choisir Sofitel. Ce choix permettait également de souligner le statut de deuxième

ville francophone du monde de Montréal, après Paris. M. Azrieli possède 30 immeubles commerciaux en Amérique du Nord et en Israël — dont la moitié au Canada en incluant les quatre de Montréal — et a signé avec Accor un contrat de gestion de 10 ans, avec options de renouvellement de cinq ans. Le propriétaire prévoit des profits dès la première année.

L'hôtellerie se porte mieux que l'immobilier de bureaux à Montréal, selon M. Azrieli. Le tourisme demeure solide ici même durant les ralentissements économiques en raison du caractère francophone de Montréal et de la faiblesse du huard.

Si Montréal vient de connaître un bon été touristique avec un prix moyen des chambres à la hausse, contrairement à Toronto et Vancouver, la facturation des hôtels a baissé de 20 % aux États-Unis après le 11 septembre, estime M. Maljean.

Accor possède tous les immeubles de ses hôtels aux États-Unis, à l'exception de celui de l'aéroport de Chicago, précise M.

Maljean. Sofitel a ouvert 10 établissements cette année et au moins cinq suivront l'an prochain.

Le groupe dénombre quatre Novotel au Canada, dont celui de Montréal, qui affichent des bénéfices d'exploitation en hausse de 40 %. À Toronto, Accor a quatre Motel 6 et un Studio 6. Accor prévoit 145 ouvertures d'hôtels l'an prochain.

L'architecte Michelange Panzini a donné un design contemporain et épuré au Sofitel de la rue Sherbrooke qui compte 16 étages comprenant 258 chambres (au plafond de trois mètres), dont 17 de luxe. Pour la décoration intérieure, GSM Design a misé sur l'art de vivre français. D'ici au 31 décembre, le prix maxi-

mum des chambres se limite à 209 \$, mais les tarifs affichés par la suite iront de 440 \$ à 1800 \$.

Le restaurant Renoir du Sofitel peut accueillir 120 convives et sa terrasse, 60 autres. Jusqu'à 400 convives pourront festoyer à la salle de bal Picasso.

Accor compte notamment dans son portefeuille 3700 hôtels portant 11 enseignes différentes dans 90 pays.



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©
Jean-François Maljean, président d'Accor Amérique du Nord.

Le projet de prosciutto au Témiscamingue s'envole en fumée

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale

LORRAINVILLE — « On cesse nos opérations vendredi soir ! » a dit d'un ton sec Roger Éthier, président de Viandes Lorraine. M. Éthier a accusé le gouvernement du Québec d'avoir tué son projet de produire au Témiscamingue du prosciutto, en n'accordant pas à la région une dérogation au moratoire sur les nouvelles porcheries.

« C'est assez », explique-t-il de ce qu'il considère comme les tergiversations du ministre régional, Rémy Trudel. « Lundi, quand on aura définitivement perdu notre distributeur de Boston (un gros client potentiel, dit M. Éthier), on pourra considérer que le moratoire sur le porc au Québec coûte, sans raison aucune, 150 emplois, un projet d'usine de prosciutto de 49 millions et un abattoir qui fonctionnait depuis longtemps au Témiscamingue. »

M. Éthier blâme entièrement le ministre Trudel : « J'ai appris qu'il faut se méfier de ses déclarations », dit-il.

Renée Massicotte, directrice adjointe de cabinet du ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones, a déclaré hier ne pas comprendre la sortie de M. Éthier : « Ça risque de se régler bientôt par un projet de loi. M. Éthier est au courant et ne semble pas satisfait. Là, j'avoue qu'il m'en manque un bout... »

Le ministre Trudel est fâché de servir de bouc émissaire dans cette affaire, a ajouté Mme Massicotte. Il sera au Témiscamingue lundi, a-t-elle dit.

Un lourd dossier à défendre

« Foutaise ! » rétorque Lynn Ancil, directeur du Fonds d'aide à la PME de Lorrainville, ville où est établi l'abattoir. Le véritable problème, c'est que le Témiscamingue

économique est divisé en deux groupes, d'après M. Ancil : « Il y a la gang à Trudel, et la gang des organismes indépendants ou municipaux. »

C'est ce qui explique d'après lui que le Témiscamingue a accumulé pas moins de 520 millions de projets morts-nés parce qu'ils n'étaient « pas du bon bord », ces dernières années.

« Il y a le cas du prosciutto, où 15 jours avant le démarrage, on impose un moratoire. Il y a le cas de Cédor (usine de panneaux de cèdres), annoncé avec tous les fla-fla habituels en 1996 par le ministre Trudel. Les coûts estimés sont passés de 34 millions à 128 millions, mais ça ne lève toujours pas ! N'oubliez pas le projet de planchers de bois francs, Syltem, en développement depuis des années, sans jamais aboutir... »

Cette cascade de déceptions dans une micro-région d'une quinzaine de milliers d'habitants est en train de faire sauter la marmite, prévient Ernest Laplante, président de la Chambre de commerce de Notre-Dame-du-Nord et directeur de Tél 6 NdN.

« Mon collègue de la chambre de commerce de Ville-Marie et moi avons communiqué avec le bureau du premier ministre Landry (hier), pour l'aviser qu'on retient la population depuis deux mois, mais que maintenant on ne peut plus le faire. »

Tél 6 NdN est cette télévision communautaire sur les ondes de laquelle le ministre Trudel a promis, il y a quelques mois, qu'aucun moratoire n'entraverait des investissements au Témiscamingue.

Le ministre Trudel menace de faire sauter des têtes lundi au Témiscamingue, ironise maintenant le promoteur Roger Éthier : « J'ai un bel abattoir devenu inutile que je peux mettre à sa disposition. »

LAURIER CLOUTIER

UNILIGHT agrandit ses installations de plus de 50 % à Montréal, dans l'arrondissement Saint-Laurent, pour croître dans le monde.

Déjà un des leaders mondiaux de la conception et de la fabrication de luminaires sur mesure pour les marchés hôteliers, commerciaux et industriels, Unilight exporte 90 % de sa production, principalement aux États-Unis, mais reste inconnue du public.

La compagnie a quitté cette semaine son usine louée de 55 000 pieds carrés, rue Saint-Patrick, pour s'installer dans son immeuble tout neuf de 85 000 pieds carrés, qui sera inauguré lundi prochain. Les 150 employés auraient dû déménager si Unilight avait opté pour un autre projet en banlieue.

Le fondateur et président du conseil, Jerry Hruby Holy, un immigrant de la République tchèque, réalise ainsi un rêve de 50 ans qui a germé lorsqu'il fabriquait ses premiers luminaires, sur sa table de cuisine de Montréal.

L'investissement s'élève à 6 millions de dollars pour les installations que Giffels, une compagnie d'ingénierie-construction nouvel-

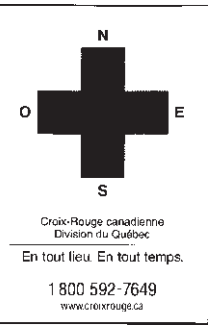
lement implantée à Montréal, est en train de terminer, en un temps record de cinq mois.

Unilight pourra ainsi livrer à ses clients dans des délais plus courts des luminaires de qualité supérieure à des prix encore plus concurrentiels, a déclaré le président, Michael Holy.

La compagnie exporte dans 40 pays des systèmes d'éclairage d'une taille souvent considérable (longueur de 100 pieds), pour l'aménagement et la rénovation d'hôtels, de casinos et de centres commerciaux. Unilight estime faire partie des cinq leaders nord-américains de son secteur mais a un plan triennal de croissance.

Unilight a livré, à Montréal, des luminaires aux hôtels Ritz-Carlton, Reine-Élizabeth et au Novotel, au Casino de Montréal et à la Bibliothèque centrale. À Trois-Rivières, le centre commercial Les Rivières a aussi choisi des luminaires d'Unilight. À Paris, l'hôtel George V fait partie de sa clientèle.

La compagnie de Montréal détient des intérêts dans deux coentreprises, en Russie et de l'île de Bali, en Indonésie.



Aimeriez-Vous Avoir Votre Propre Entreprise?

LE SALON NATIONAL DE LA

FRANCHISE et des OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

2 et 3 Novembre
PALAIS DES CONGRÈS
201, avenue Viger Ouest
11h à 17h

L'Unique Salon Sur Les Franchises À Montréal!

- Découvrez les opportunités d'affaires à temps plein ou à temps partiel.
- Trouvez l'entreprise qui vous convient
- Investissement requis : de 50 \$ à 500 000 \$
- Apprenez à diriger une franchise prospère
- Améliorez votre entreprise actuelle
- Voyez tous les avantages de posséder une entreprise

Séminaires GRATUITS animés par des experts

La vente directe démystifiée
L'achat d'une franchise
L'importance d'une étude de marché
...et plusieurs autres!

Renseignements : **514-383-0034**
www.quebec-franchise.qc.ca

Remise d'une bourse de la Fondation Armand-Frappier commanditée par le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie

3092453A



De gauche à droite : M. Pierre Lapointe, directeur général de l'INRS, M. Pierre Talbot, directeur de recherche, M. Serge Ménard, ministre des Transports, représentant Mme Pauline Marois, vice-première ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Mme Mylène Gagnon, inscrite au programme de maîtrise en virologie et immunologie qui reçoit une bourse de 12 000 \$, M. Clément Joly, président de la Fondation Armand-Frappier et Mme Marie Lynne Desrochers, vice-présidente régionale, RBC Banque Royale.

La fontaine de jouvence n'a peut-être rien d'une fontaine.

A4 1.8T

Moteur turbocompressé de 1,8 litre et 170 ch
Légendaire traction intégrale quattro™
Technologie du moteur à 5 soupapes issue de la course
Boîte automatique Tiptronic™ à 5 vitesses disponible
Programme de stabilité électronique

Lâcher, jamais.
Être prévisible, jamais.
Dormir sur nos lauriers, jamais.
Se contenter d'être bon, jamais.
SUIVRE, JAMAIS™.

AUTOMOBILES E. LAUZON
1384, boulevard Labelle
Blainville (QC)
(450) 430-1460

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 748-6981

LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-1553

PARK AVENUE AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 656-4811

Une première année encourageante pour le Québec Central

MARIO DUFRESNE
collaboration spéciale

EAST BROUGHTON — Tout près de 15 ans se sont écoulés depuis le jour où Jean-Marc Giguère a entrepris des démarches afin de remettre en service le chemin de fer Québec Central, qui reliait Québec à Sherbrooke et la Beauce à la frontière américaine, en tout quelques 450 kilomètres de voies ferrées laissées à l'abandon durant des lustres.

Un projet qualifié de farfelu, particulièrement à une époque où la tendance était plutôt au démantèlement. Et, surtout, un projet qui nécessitait aux alentours de 20 millions de dollars (investissements revus à 16 millions plus tard) juste pour repartir.

Or, maintenant qu'il s'apprête à dresser le bilan de sa première année d'exploitation, Jean-Marc Giguère constate que le temps

semble lui avoir donné raison. « Le plan d'affaires situait le seuil de rentabilité à 2500 wagons de marchandise transportée pour 2002 ; nous en sommes déjà à 4500, et il reste encore deux mois avant la fin de l'année », dit-il. Ce qui lui permet d'espérer atteindre un chiffre d'affaires de 3 millions, cette année, tel que prévu initialement. Et ce, malgré qu'il ait dû faire l'acquisition de trois locomotives supplémentaires afin de respecter les commandes.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet engouement soudain pour le transport ferroviaire, selon le principal intéressé. Tout d'abord, la taxe sur le bois d'œuvre. Comme quoi le malheur des uns fait le bonheur des autres. « La fameuse taxe de 27 % imposée par les Américains nous a rendu service, même si je la déplore autant que tout le monde, dit-il. Comme le coût de transport par train revient à 30 % moins cher que le

transport routier, les entreprises travaillant dans ce domaine ont rapidement compris l'avantage qu'elles retireraient à faire appel à nos services. » Ainsi, les scieries ont constitué, à elles seules, environ 75 % des revenus de Québec Central en 2002. Toutefois, le PDG de l'entreprise se dit bien conscient qu'il ne pourra fonder ses espoirs uniquement sur des éléments aussi aléatoires.

« On est en voie de détruire la planète avec tous ces camions qui circulent sur les routes, ajoute celui qui possède pourtant un parc de ces véhicules lourds. Il va falloir y voir rapidement. Bien sûr que le train n'est pas la solution à tous les maux, mais l'intermodal (camions/trains/bateaux) pourrait en régler une partie. Regardez le niveau des cours d'eau : il diminue à vue d'œil, on va devoir aussi faire quelque chose. Il y a plein de marchandises qui ne peuvent dépasser le golfe du Saint-Laurent. Qu'est-ce qu'on fait ?

On les charge sur des camions alors que l'on sait que les gaz à effet de serre sont à peu près totalement responsables de la situation. On tourne en rond », dit l'homme de 64 ans, qui affirme vouloir laisser un meilleur héritage à ses petits-enfants.

Ces convictions l'ont amené à donner bon nombre de conférences sur le sujet un peu partout au Québec et en Ontario, mais qui l'ont aussi amené à déposer dernièrement une offre d'achat sur la portion québécoise de la ligne Québec Sud, placée sous la loi de la faillite.

Et s'il gagne cette nouvelle manche, Jean-Marc Giguère ajoutera 450 kilomètres de voies ferrées à celles qu'il possède actuellement. Il réaliserait ainsi son rêve de relier les principaux grands centres au Québec Central puisque cette autre transaction l'amènerait, entre autres, jusqu'à Montréal.

MACHINERIE DE PRODUCTION

Le Conseil des ministres donne son aval au rapport Mireault

FRANCIS VAILLES

N'EN DÉPLAISE au patronat, le Conseil des ministres du Québec a accepté, mercredi, que les ouvriers qui installent la machinerie de production aient les mêmes conditions de travail que leurs collègues de la construction traditionnelle.

Selon nos informations, le Conseil des ministres a donné son aval au projet de règlements du ministre du Travail, Jean Rochon. Le projet respecterait l'essentiel du rapport Mireault concernant l'assujettissement des travaux d'installation et de réfection de la machinerie de production à la loi R-20 de l'industrie de la construction.

Hier, la porte-parole du ministre, Sylvie Parent, a confirmé l'informa-

tion, indiquant que les règlements seront rendus publics aujourd'hui. « Le projet de règlements a été fait sur la base du rapport Mireault, a dit M^{me} Parent. On veut ajuster la réglementation pour l'adapter à ce qui prévaut déjà sur le terrain. Sans être assujettis à la loi, certains entrepreneurs acceptent déjà d'offrir ces conditions de travail à leurs employés. »

En juin, rappelons-le, deux études avançaient que l'assujettissement aurait un impact négatif sur l'économie du Québec. L'économiste Pierre Fortin, de l'UQAM, affirmait que l'assujettissement de tous les travaux touchant la machinerie de production ferait perdre 10 800 emplois à l'économie du Québec. Une coalition patronale parlait de son côté d'une hausse

annuelle des coûts de main-d'œuvre variant entre 123 et 375 millions de dollars.

Le groupe de travail formé par le gouvernement pour étudier la question, présidé par Réal Mireault, a accouché de son rapport à la fin de l'été. Comme compromis, le rapport fait trois recommandations : 1. assujettir l'installation de la machinerie pendant la phase de construction d'un bâtiment industriel ou d'un ouvrage de génie civil ; 2. assujettir l'installation et la réparation quand la production a cessé complètement et que les travaux nécessitent une quarantaine d'employés ; 3. dans une chaîne de production, assujettir la réparation lorsque les travaux effectués durant les heures habituelles de travail pour restaurer, moderniser ou aug-

menter la capacité de la machinerie requièrent une quarantaine d'employés.

Du côté syndical, Jocelyn Dupuis, codirecteur général du Conseil conjoint de la construction, attend de voir les règlements précis, mais croit qu'il s'agira d'un avancement important pour l'industrie de la construction. « Ça fait 20 ans qu'on se bat pour ça », a-t-il dit. Selon lui, la rémunération horaire des employés ne constituait pas le point majeur ; les gains seront du côté du fond de retraite et des assurances.

Paul-Arthur Huot, PDG des Manufacturiers et exportateurs du Québec, croit que le rapport Mireault constituait un certain progrès « mais on reste totalement opposé au principe de l'élargissement du

monopole syndical de la construction à la machinerie de production ».

En se basant sur les récents propos du ministre Jean Rochon, l'assujettissement édulcoré augmenterait les coûts de main-d'œuvre de 80 à 90 millions, selon M. Huot, alors que le rapport Mireault les aurait augmenté de 123 millions, dit-il.

Les nouveaux règlements seront publiés dans la *Gazette officielle* le 13 novembre, indique Sylvie Parent. Les diverses parties intéressées auront jusqu'au 28 décembre (45 jours) pour faire valoir leur point de vue une dernière fois. Le ministre prendra note des commentaires et publiera après coup les règlements finaux dans la *Gazette officielle*.

30918144A

3091815

stres\$\$

VOS FINANCES VOUS STRESSSENT? HEUREUSEMENT QU'IL Y A

La Presse

EN NOVEMBRE, DANS LA PRESSE DU SAMEDI, 4 CAHIERS FINANCES PERSONNELLES.

CE SAMEDI : OÙ VA VOTRE ARGENT ?

3091248A

QUI SERA LE PDG DE L'ANNÉE ?

Les abonnés de La Presse le sauront le mardi 5 novembre.

Un magazine spécial de 72 pages sera inséré exclusivement dans les exemplaires des abonnés.

Une collaboration de La Presse et du Financial Post.

ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !

La Presse

(514) 285-6911

23^e trimestre consécutif de profits pour WestJet

ROBERT MELNBARDIS
Reuters

Le transporteur aérien canadien à rabais WestJet a déclaré hier un bénéfice du troisième trimestre en hausse de 76 %, affichant du coup un 23^e trimestre rentable consécutif qui en fait l'une des seules compagnies aériennes nord-américaines à éviter les pertes en cette période de turbulences.

WestJet a précisé qu'elle estimait être en mesure d'atteindre les prévisions des analystes pour le quatrième trimestre, sans toutefois être en mesure de les surpasser.

La compagnie a enregistré un bénéfice de 23,1 millions de dollars, ou 30 cents par action,

comparativement à 13,1 millions, ou 19 cents par action, à pareille période l'an dernier.

Les analystes interrogés par la firme de recherche Thomson First Call prévoient un bénéfice moyen de 25 cents par action.

Le chiffre d'affaires trimestriel est passé de 140,4 millions à 202,9 millions.

WestJet est principalement présent sur le marché de l'Ouest canadien, mais le transporteur prend de l'expansion dans l'est du pays, principalement dominé par Air Canada, première compagnie aérienne au pays.

WestJet n'offre pas de vols à destination des États-Unis, ce qui lui a permis d'être moins touchée par la crise nord-américaine de l'industrie depuis les attentats du 11 septembre dernier.

Le rendement par passager-mille de WestJet a reculé de 6,3 %, à 19,4 cents, au plus récent trimestre, par rapport à 20,7 cents à la même période l'an dernier.

« Pour le quatrième de 2002, nous continuerons à réduire la capacité de nos trajets très court-courrier, qui ont été davantage affectés par

certaines coûts et frais, pour redéployer notre capacité sur les trajets à moyen et long-courrier au Canada », a indiqué dans un communiqué le président et chef de la direction de WestJet, Clive Beddoe.

Le titre du transporteur grimpait de 16 cents, à 19,60 \$ hier, à la Bourse de Toronto. Il a rebondi au cours des trois dernières semaines, se rapprochant de son sommet de 21,95 \$ pour les 12 derniers mois, touché en juin dernier. Sa valeur plancher pour la même période, atteinte à la suite des attentats du 11 septembre, est de 10,77 \$.

La capitalisation boursière de WestJet se chiffre à 1,48 milliard, comparativement à 645 millions pour celle d'Air Canada, dont la flotte comprend 347 appareils. WestJet exploite une flotte de 34 avions.

WestJet a récemment complété un financement de 478 millions pour acheter 15 appareils 737-700 de Boeing, première étape d'un plan prévoyant l'acquisition de 30 avions. Les nouveaux appareils devraient être livrés d'ici la fin de l'an prochain.

EN BREF

Chute des profits chez Exxon Mobil

IRVING, Texas — Exxon Mobil Corp. a vu ses bénéfices chuter de 17 % au troisième trimestre, le niveau élevé des cours du brut n'ayant pas suffi à compenser la baisse de ses résultats dans le raffinage. La première compagnie pétrolière mondiale cotée en Bourse a fait état hier d'un bénéfice net trimestriel de 2,64 milliards US, comparativement à 3,18 milliards US un an plus tôt, soit 39 cents US par action après dilution, par rapport à 46 cents US. Hors éléments exceptionnels, la compagnie texane a dégagé un bénéfice de 44 cents US par action. Le ralentissement économique et la mollesse du secteur des voyages ont pesé sur les bénéfices qu'elle réalise dans la production de combustibles et de carburants pour avions ou automobiles. Selon Thomson First Call, les analystes s'attendaient à ce qu'Exxon Mobil annonce un bénéfice par action compris entre 39 et 48 cents US, avec un consensus à 43 cents US. Les bénéfices trimestriels d'Exxon Mobil ont constamment baissé depuis maintenant plus d'un an, affaiblis par la faible activité économique, par la baisse des prix du mazout domestique et du carburant d'aviation, par la crise du transport aérien et par la saturation des stocks. Le niveau élevé des cours du pétrole n'a fait qu'aggraver les choses à ce niveau du raffinage, en réduisant la marge entre le brut et les produits raffinés. Néanmoins, la hausse des cours des matières premières énergétiques a permis à Exxon Mobil d'accroître les bénéfices de ses activités de prospection et de production de 286 millions US, à 2,4 milliards US. Son chiffre d'affaires global est ressorti à 54,2 milliards US pour le trimestre terminé à la fin de septembre, comparativement à 52,1 milliards US un an plus tôt. L'action d'Exxon Mobil a glissé de 42 cents US hier, à 33,66 \$ US au New York Stock Exchange. Au cours du troisième trimestre, le titre a perdu 22 % environ de sa valeur.

ChevronTexaco dans le rouge

SAN FRANCISCO — Chevron-Texaco, le deuxième groupe pétrolier américain, a accusé une perte au troisième trimestre, conséquence de ses mauvais résultats dans le raffinage et la distribution. IL a aussi dû prendre une provision correspondant à sa participation au capital du courtier en énergie Dynegy, actuellement en grande difficulté. Le trimestre s'est soldé par une perte nette de 904 millions US, soit 85 cents US par action, comparativement à un bénéfice net de 1,27 milliard US (1,19 \$ US par action) enregistré un an plus tôt. Le consensus des analystes était de 1,29 \$ US par action. L'action a perdu 3,77 \$ US (- 5,3 %), à 67,63 \$ US à la Bourse de New York.

Profits moins mauvais que prévu pour Royal Dutch/Shell

LONDRES — Le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch/Shell a fait état hier, pour le troisième trimestre, d'un bénéfice net de 2,241 milliards US, en baisse de 17 % par rapport à l'an dernier, mais néanmoins supérieur aux attentes du marché. Les analystes avaient tablé, en moyenne, sur 2,1 milliards US seulement. En réaction à ces résultats, publiés au lendemain de l'annonce d'une baisse de 13 % du bénéfice de l'autre géant britannique BP, l'action du groupe Royal Dutch/Shell a nettement monté sur tous les marchés où elle est cotée, sur les deux rives de l'Atlantique : ainsi, le titre de Royal Dutch à la Bourse NASDAQ a gagné 1,10 \$ US (2,6 %), à 42,78 \$ US. Shell explique la contraction de ses profits par la détérioration des conditions de marché dans le raffinage et la distribution par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Le groupe a précisé que sa production trimestrielle de gaz et de pétrole avait dépassé de 2 % son niveau de la période correspondante de l'an dernier, abstraction faite d'Enterprise Oil, et de 9 %, si on en tient compte. Shell estime actuellement être en mesure d'atteindre pour l'ensemble de 2002 son objectif de production de 3,8 millions de barils par jour d'équivalent-pétrole, a affirmé sa directrice financière, Judy Boynton. On peut noter que le groupe bénéficie, de la part des investisseurs, d'un regain d'intérêt bien plus sensible que son concurrent BP qui a dû revoir ces deux derniers mois en forte baisse ses objectifs ambitieux d'accroissement de production pour 2002, les ramenant ainsi sensiblement au même niveau que ceux de Shell. En annonçant ses résultats, le groupe anglo-néerlandais a dit par ailleurs avoir racheté de ses propres titres pendant le trimestre, précisément 10,3 millions d'actions Royal Dutch et 45,2 millions de titres Shell.

Reuters

Sico se dirige vers une année record



MICHÈLE BOISVERT
PROFIL BOURSIER

Quand le bâtiment va, tout va, dit l'adage. La direction de Sico, le plus important manufacturier canadien de peinture architecturale et de revêtements industriels, peut en témoigner.

« L'année 2002 sera, et de loin, la meilleure année de notre histoire », déclare Pierre Brodeur, président et chef de la direction de l'entreprise de Longueuil.

Les trois premiers trimestres expliquent l'optimisme de Pierre Brodeur. Pour les neuf premiers mois de son exercice, Sico a affiché des ventes de 204,6 millions de dollars, en hausse de 14 % par rapport à l'an dernier. Son bénéfice net a bondi de 50 %, pour atteindre 12 millions.

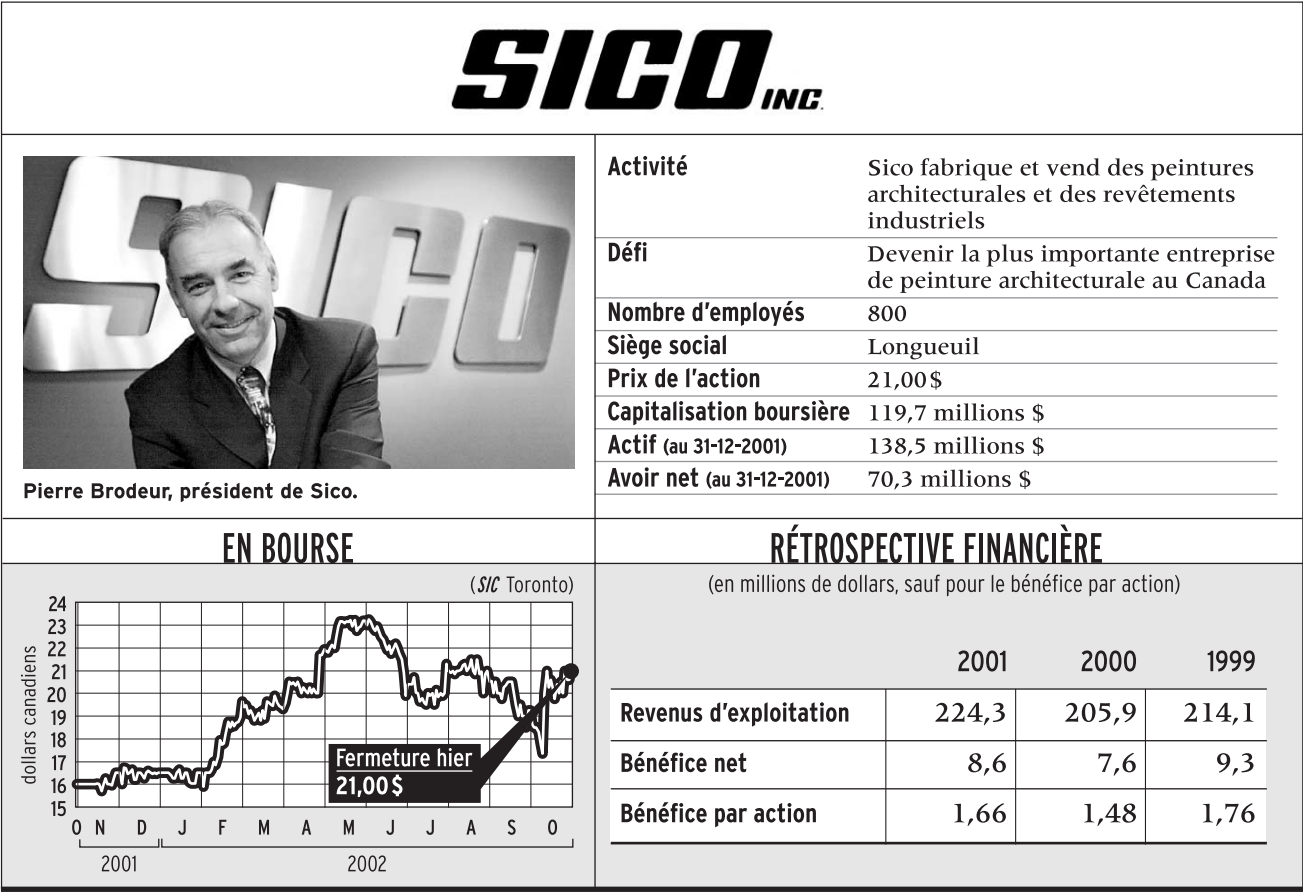
« Sico va très bien, reconnaît Martin Goulet, analyste à la Financière Banque Nationale. L'entreprise bénéficie actuellement du boom dans le secteur de la construction résidentielle et, surtout, de la frénésie qui bat son plein du côté de la revente des maisons. »

Danièle Poirier, analyste chez Dundee Securities, partage l'avis de son collègue de la Financière Banque Nationale. « Sico a présenté des résultats supérieurs à mes attentes au troisième trimestre, grâce notamment à l'intégration réussie de Bétonel (acquise en septembre 2001). Depuis cette acquisition, Sico a ouvert une dizaine de nouveaux magasins. Uniquement pour le troisième trimestre, les revenus de Bétonel ont ajouté 8,5 millions aux revenus totaux de Sico. »

Outre la contribution aux revenus de l'entreprise, l'acquisition de Bétonel a permis à Sico de diminuer ses coûts de 1 million. En combinant le pouvoir d'achat des deux entreprises, Sico a pu négocier de meilleurs prix pour ses matières premières.

« On estime qu'en moyenne, 70 % des acquisitions ne donnent pas les résultats escomptés, souligne Pierre Brodeur. Alors, lorsqu'une acquisition comme celle de Bétonel dépasse les attentes, on peut dire que la direction a fait son travail. »

La seule ombre au tableau pour l'exercice 2002 est le secteur industriel où, pour l'ensemble des neuf mois, les revenus et les profits sont



Source : Bloomberg

en baisse par rapport à l'an dernier. Cette faiblesse s'explique par la timidité de la reprise de l'économie américaine.

« Après avoir stabilisé le niveau de revenu au troisième trimestre, nous croyons que les ventes du secteur industriel devraient reprendre le chemin de la croissance au quatrième trimestre ou, au plus tard, au premier trimestre de 2003 », soutient Pierre Brodeur.

Malgré la faiblesse du secteur industriel, Sico a néanmoins amélioré ses marges bénéficiaires par rapport à l'an dernier. Selon Martin Goulet, les marges de Sico devraient s'établir à 4,6 % cette année, comparativement à 3,6 % en 2001.

Pour ce qui est du prochain exercice, les deux analystes consultés par *La Presse Affaires* s'attendent à ce que Sico connaisse une autre excellente année.

« Le marché de la revente de maisons existantes devrait continuer à favoriser Sico, estime Danièle Poirier. De plus, l'entreprise va profiter de l'entente de distribution conclue récemment avec Révy (un détaillant de l'Ouest canadien acquis en mai dernier par le quincailler Rona). Cette entente de distribution devrait générer 8 millions supplémentaires dans les coffres de Sico en 2003. »

Là où l'entreprise de Longueuil devrait éprouver certains problèmes, c'est quant à son approvision-

nement en matières premières. Sico devra en effet composer avec une hausse des prix du pétrole et une hausse des prix du bioxyde de titane, deux matières premières importantes entrant dans la composition de la peinture.

« Il est évident que la hausse des prix des matières premières va gruger nos marges, reconnaît Pierre Brodeur. Il s'agira pour nous d'augmenter suffisamment nos revenus pour compenser cette baisse. »

Outre la croissance interne, Sico mise sur les acquisitions pour augmenter son chiffre d'affaires. La direction de l'entreprise examine actuellement quatre dossiers possibles, deux entreprises aux États-Unis dans le secteur industriel et deux au Canada, dans le secteur architectural.

« Nous cherchons la bonne acquisition, celle qui, comme Bétonel, ajoutera vraiment de la valeur à l'entreprise, précise Pierre Brodeur. Nous voulons payer le bon prix, sept fois le bénéfice avant impôt, intérêt et amortissement (le BAIIA) m'apparaît raisonnable. »

Le président de Sico prévoit trouver la perle rare d'ici le premier trimestre de 2003. Une telle acquisition le rapprocherait également de son objectif : faire de son entreprise le plus grand vendeur de peinture au Canada. Actuellement, Sico est numéro deux avec 20 % du marché canadien, derrière la bri-

Bénéfice net en hausse de 14,1 millions pour le Groupe Investors

Presse Canadienne

WINNIPEG — Le Groupe Investors, une filiale de Power Corporation du Canada, rapporte un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 124,7 millions de dollars à son trimestre, comparativement à 110,6 millions au trimestre correspondant l'an dernier.

Pour le trimestre, les revenus bruts de la société ont atteint 479,2 millions, comparativement à 502,5 millions l'année précédente.

Au 30 septembre dernier, l'actif géré et administré par le Groupe Investors totalisait 74,1 milliards, par rapport à 75,8 milliards au 30 septembre 2001. Les capitaux propres se chiffraient à 2,9 milliards au 30 septembre dernier, comparativement à 2,7 milliards au 31 décembre 2001. Pendant les trois pre-

miers trimestres de l'exercice, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires était de 19,6 %, comparativement à 19,9 % à la même période en 2001.

Les ventes de fonds de placement pour le troisième trimestre réalisées par l'entremise du réseau de conseillers du Groupe Investors se sont établies à 964 millions, par rapport à 1,14 milliard pour la même période l'an dernier.

Pour ce qui est des ventes de fonds de placement de la Corporation Financière Mackenzie dans le cadre de ses activités canadiennes, elles se sont chiffrées à 1,2 milliard, en hausse de 6 % par rapport au même trimestre l'an dernier.

Le Groupe Investors a acquis la Corporation Financière Mackenzie le 20 avril 2001.

Le bénéfice de Petro-Canada double

Reuters

CALGARY — Les hausses des cours du pétrole brut et de la production ont permis à Petro-Canada de doubler son bénéfice au troisième trimestre, a indiqué hier le troisième producteur, raffineur et détaillant canadien. L'action a cependant perdu 1,48 \$ (3,3 %), à 43,27 \$, à la Bourse de Toronto.

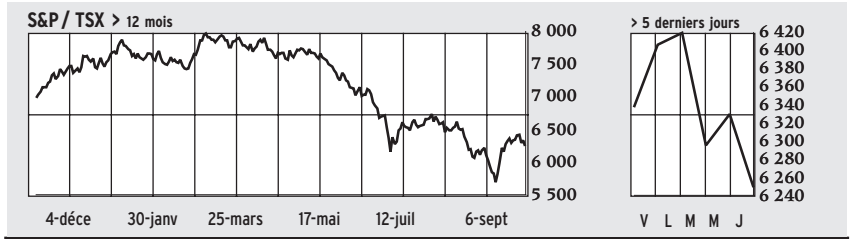
La compagnie, connue pour ses stations-service, ses projets de sable bitumineux dans l'Ouest canadien et son forage au large des provinces maritimes, a rapporté un bénéfice de 209 millions de dollars, ou 79 cents par action, comparativement à 99 millions, ou 38 cents par action, un an plus tôt. Ce résultat a cependant été affecté par une perte sur change de 80 millions, ou 30 cents par action, attribuable à sa dette en devises américaines, a indiqué la compagnie dans un communiqué. En excluant cette perte ainsi qu'une charge de 2 cents par action liée à la réorganisation de son service des ventes, le bénéfice

ressort conforme aux attentes des analystes.

Le flux de trésorerie, qui donne une idée de la capacité d'une pétrolière à financer ses projets à l'interne, était en hausse de 116 %, à 642 millions, ou 2,44 \$ par action, comparativement à 298 millions, ou 1,13 \$ par action, l'an dernier. La compagnie a également nagé à contre-courant de l'industrie nord-américaine en améliorant le bénéfice de ses raffineries et de ses stations-service. Les marges bénéficiaires sont actuellement à la baisse dans le secteur.

Les cours du pétrole brut se sont tenus autour de 30 \$ US le baril au cours du trimestre, soutenus par les craintes des perturbations que pourrait causer une guerre américaine en Irak dans l'approvisionnement au Moyen-Orient. Le titre de Petro-Canada était en baisse de 90 cents, à 43,85 \$ hier, à la Bourse de Toronto. Au cours des 52 dernières semaines, il s'est négocié entre 48,85 \$ et 33,90 \$.

BOURSE DE TORONTO



HIER								
OUVERTURE 6 356,50	HAUT 6 357,57	BAS 6 244,14	FERMETURE 6 248,79	VAR. 1 J -1,29%	VAR. 1 AN -9,25%			
ACTIONS NÉGOCIÉES		1 284	GAINS	526	PERTES	543	INCHANGÉES	215
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT			
	7 992,70	5 678,28	(millions)	200	179			

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	97,59	-2,31	Prod. consom. discrét.	72,70	0,20
Matériaux de base	115,06	-2,50	Services de télécom.	43,11	0,15
Énergie	117,67	0,29	Prod. consom. de base	150,84	-1,97
Produits industriels	64,13	-0,66	Service publics	133,77	-1,71
Tech. de l'information	14,62	0,00	Soins de santé	58,49	-0,59

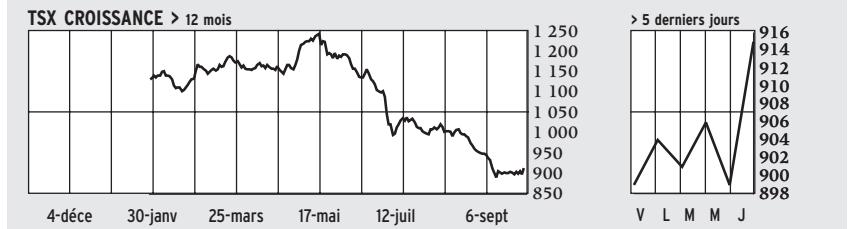
AUTRES INDICES CANADIENS							
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	351,36	-5,66	-1,59	S&P / TSX Moyen. Cap.	407,94	-2,41	-0,59
S&P / TSX Petites cap.	425,01	-0,33	-0,08	DJ Can. Titans (40)	923,77	-15,88	-1,72

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
TALISMAN ENERGY	6699126	57,15	0,98	ABITIBI-CONSOL.	2537568	9,94	-0,06
BOMBARDIER/B	5248637	5,19	-0,28	BANQUE IMPERIALE	2129917	38,75	-1,75
UNITES S&P/TSX 60	4682962	35,35	-0,50	BANK OF MONTREAL	2116408	38,10	-0,55
PLACER DOME INC	4558295	13,65	-0,45	INCO LTD	2016336	29,75	-1,20
BARRICK GOLD CORP	3083590	23,45	-0,92	BANQUE T-D	1926226	29,35	-1,05

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
VERMILION RESOURC	1568531	10,30	23,95	BOWATER CANADA	2406	53,17	2,97
GREAT NORTHERN EX	1042066	2,49	18,57	VERMILION RESOURC	1568531	10,30	1,99
MEDIAGRIF INTER.	5837	5,20	16,85	BRAMPTON BRICK JA	8000	14,50	1,50
MOSAID TECHNOLOGI	76357	7,27	16,32	TRICAN WELL SERV	96805	19,00	1,40
ADT GROUP INC	4110	6,50	16,07	MOSAID TECHNOLOGI	76357	7,27	1,02

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
INTERTAPE POLYMER	663467	7,70	-14,35	WESTON (GEORGE)	145682	98,16	-3,74
AGNICO-EAGLE MINE	1378880	18,84	-11,96	AGNICO-EAGLE MINE	1378880	18,84	-2,56
PALADIN LABS INC	66750	5,30	-11,67	ANGIOTECH PHARMA.	49425	58,99	-1,77
SLATER STEEL INC	47075	5,30	-11,67	BANQUE IMPERIALE	2129917	38,75	-1,75
MINACS WORLDWIDE	1940	2,31	-11,15	Banque Royal du C.	1263038	54,41	-1,69

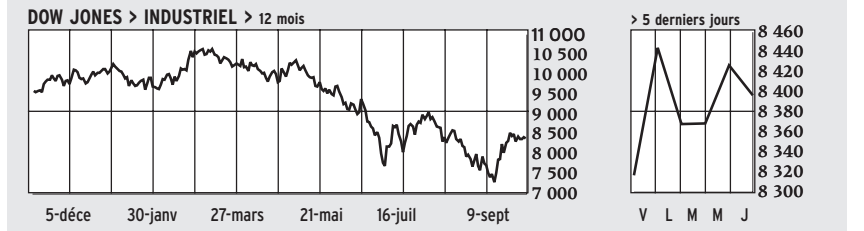
BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER								
OUVERTURE 900,99	HAUT 914,80	BAS 899,22	FERMETURE 914,69	VAR. 1 J 1.72%	VAR. 1 AN			
ACTIONS NÉGOCIÉES		925	GAINS	349	PERTES	258	INCHANGÉES	318
52 semaines	HAUT 1 256,23	BAS 887,29	Volume (millions)	HIER 35	JOUR PRÉCÉDENT 31			

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
DSI DATOTECH SYST	1432360	0,03	0,01	WILLIAM MULTI-TEC	527000	0,02	0,01
CANADIAN ROYALTY	1205257	1,00	0,25	SIRIT TECHNOLOGIE	516500	0,01	0,00
PAN ASIA MINING	1064500	0,05	0,01	LAS VEGAS FROM H.	445733	0,07	0,03
INTRACASTAL SYST	684000	0,04	0,01	AVDEX CORP	412000	0,06	0,00
TRIQUEST ENERGY C	630000	0,90	0,11	WEBENGINE CORPORA	404092	0,04	0,00

NEW YORK



HIER								
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN			
8 427,34	8 493,92	8 336,34	8 397,03	-0,36%	-7,47%			
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 385	GAINS	2 052	PERTES	1 151	INCHANGÉES	182
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT			
	10 673,10	7 197,49	(millions)	1 547	1 432			

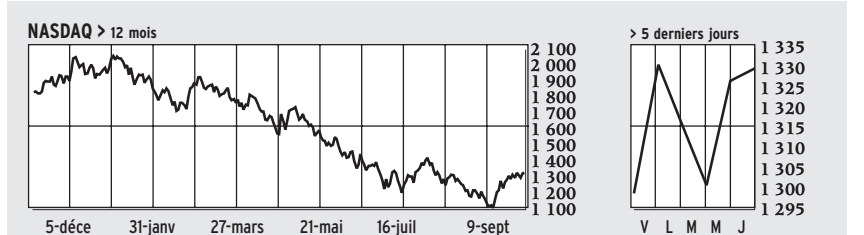
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé	885,76	-4,95	Dow Jones serv. publics	198,25	-0,61
S&P 100 composé	451,20	-1,40	AMEX composé	819,00	7,09
Dow Jones transport	2 260,07	-17,18	Russell 2000	373,50	-0,67

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
TENET HEALTHCARE	42958500	28,75	-10,22	CITIGROUP INC	16430300	36,95	-0,13
LUCENT TECHNO.	37843200	1,23	0,03	HEWLETT-PACKARD	13401900	15,80	0,15
GENERAL ELECTRIC	19336400	25,25	0,10	AOL TIME WARNER	12985900	14,75	0,37
HCA INC	19279900	43,49	-3,99	PFIZER INC	12755800	31,77	-0,28
EXXON MOBIL CORP.	16797600	33,66	-0,42	ELECTRO.DATA SYS.	12750900	15,06	1,31

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
CORNERSTONE TOTAL	8000	11,55	79,35	BERKSHIRE HATH./B	6820	246,00	30,00
TELEFONICA DE ARG	26000	4,59	53,00	WHITE MOUNTAINS	6300	322,01	7,01
MASTEC INC	204100	2,59	21,60	CORNERSTONE TOTAL	8000	11,55	5,11
MIRANT CORP	3028800	2,14	20,90	FTI CONSULTING	610300	41,60	3,55
TESORO PETROLEUM	1225500	3,26	18,55	CLOXOR COMPANY	4056700	44,93	3,47

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
TENET HEALTHCARE	42958500	28,75	-26,23	WASHINGTON P/B	12200	727,90	-10,60
SPINNAKER EXPLORA	3883300	19,25	-21,68	TENET HEALTHCARE	42958500	28,75	-10,22
HARLAND (JOHN H.)	929800	19,15	-18,86	SPINNAKER EXPLORA	3883300	19,25	-5,33
ALBERTSON'S INC	10837000	22,31	-18,64	ALBERTSON'S INC	10837000	22,31	-5,11
MARTHA STEWART/A	596400	7,20	-14,89	HARLAND (JOHN H.)	929800	19,15	-4,45

NASDAQ



HIER																	
OUVERTURE		HAUT		BAS		FERMETURE		VAR. 1 J		VAR. 1 AN							
1 330,73		1 347,58		1 323,09		1 329,75		0,23%		-21,33%							
ACTIONS NÉGOCIÉES				3 435		GAINS		1 729		PERTES		1 178		INCHANGÉES		273	
52 semaines		HAUT		BAS		Volume		HIER		JOUR PRÉCÉDENT							
		2 098,88		1 108,49		(millions)		1 762		1 670							

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Assurances	2 292,29	0,24	Industrielles	1 027,08	-1,84
Banques	2 240,31	-5,47	Télécomm.	1 105,64	0,03
Finances	2 022,92	-3,62	Transports	1 227,95	-3,74

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
CISCO SYSTEMS	80940800	11,18	0,27	NEXTEL COM./A	35484700	11,28	0,35
INTEL CORP	65829000	17,30	0,36	AMGEN INC	33973200	46,56	-1,48
SUN MICROSYS.	63451900	2,96	0,13	APPLIED MATERIALS	32687200	15,03	-0,29
ORACLE CORP	50136600	10,19	0,18	DELL COMPUTER	26956100	28,61	-0,45
MICROSOFT CORP	43884900	53,47	0,36	JDS UNIPHASE CORP	26007600	2,25	0,00

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
MICROSTRATEGY INC	3300	0,05	150,00	PACIFICARE HEALTH	4792100	29,56	5,14
MICROHEILIX INC-W	6500	0,02	100,00	PENNSYLVANIA COM.	1900	44,12	4,12
CYLKINC CORP	705800	0,78	100,00	TEVA PHARMACEUTIC	3166900	77,43	3,78
HOLIDAY RV SUPERS	19300	1,16	79,57	CNB FINANCIAL COR	4500	30,00	2,50
BIOTRANSPLANT INC	719900	0,66	78,38	SUMMIT BANK /GA	16500	21,44	2,17

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
ENDOCARE INC	10175300	2,83	-45,56	UNITED SURGICAL	794300	19,86	-2,94
US UNWIRED INC	144100	0,44	-41,33	HEIDRICK & STRUGG	803700	12,44	-2,93
NET SERVICES DE	3400	0,57	-40,00	CHATEM INC	230900	41,94	-2,90
PROXIM CORP-CL A	773700	0,85	-39,29	PAPA JOHN'S INTL	1254800	26,03	-2,88
ENDO PHARMACEUT	198700	0,02	-33,78	KROLL INC	2095700	19,48	-2,78

NASDAQ CANADA							
OUVERTURE		HAUT		BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
215,65		219,85		215,60	215,14	0,68%	-30,54%
52 semaines	HAUT	BAS		Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT	
	402,20	172,89		(millions)	45	46	

Source: Bloomberg

INVESTIR

Toronto et Wall Street en baisse

Reuters

TORONTO — La Bourse de Toronto a terminé en baisse hier, alourdie par une série de prises de bénéfices dans le secteur de la finance et de l'or, alors que les craintes de mauvais résultats financiers sont revenues hanter le parquet.

L'indice principal S&P/TSX a perdu 81,57 points, ou 1,29 %, à 6248,79. Sur l'ensemble du mois d'octobre, l'indice a réalisé un gain de 1,1 %.

À New York, le Dow Jones a pour sa part laissé filer 30,38 points, soit 0,36 %, à 8397,03, et l'indice Standard & Poor's 500 a cédé 4,94 points (0,56 %), à 885,77. Le NASDAQ Composite a gagné en revanche 3,04 points (0,23 %), à 1329,77.

Les marchés n'ont pu éviter la

gifle des nouvelles données du produit intérieur brut (PIB) américain, plus faibles que prévu. Le PIB des États-Unis a augmenté de 3,1 % sur une base annualisée de juillet à septembre, alors que l'on anticipait une hausse de 3,6 %.

Au Canada, l'économie a crû de 0,1 % de juillet à août, alors que des analystes sondés par Reuters tablaient sur 0,2 %. Dans l'ensemble, six des 10 sous-groupes du TSX ont terminé en baisse, l'important secteur de la finance glissant de 2,3 % et les valeurs aurifères cédant 4 %.

Le titre de la Banque Royale, le premier du parquet en matière de capitalisation boursière, s'est replié de 1,69 \$, ou 3 %, à 54,51 \$, tandis que celui de la Banque Toronto-Dominion a reculé de 1,05 \$, ou 3,5 %, à 29,35 \$.

Les firmes de courtage qui font l'objet d'une enquête prêtes à acheter la paix

d'après Bloomberg

NEW YORK — Les 10 plus importantes maisons de courtage de Wall Street sont prêtes à déboursier jusqu'à 1 milliard US pour mettre fin aux enquêtes pour conflits d'intérêts qui ont fait plonger leurs titres en Bourse et sali leur réputation aux yeux des clients, disent des sources au fait du dossier.

Ainsi, Morgan Stanley, Credit Suisse First Boston et huit autres sociétés de placement consentiraient à subventionner des sociétés qui n'ont pas d'activités de banque d'affaires et qui se consacrent aux recherches sur les titres cotés en Bourse, disent des informateurs.

Pour sa part, Citigroup projette de créer une nouvelle division pour

son courtage au détail et ses recherches sur les titres de manière à mettre un terme aux allégations voulant qu'elle ait floué des investisseurs en faisant des recommandations trompeuses à propos de certains titres.

Cependant, des avocats et des dirigeants des maisons de courtage soutiennent que ce plan, élaboré par Eliot Spitz, procureur général de l'État de New York, et par Stephen Cutter, chef de l'application des règles de la Securities and Exchange Commission (SEC), est voué à l'échec.

Mais les dirigeants des maisons de courtage, qui tenaient une réunion hier matin avec MM. Cutter et Spitz à la Bourse de New York, ont souligné qu'ils n'avaient pas beau-

coup d'autres choix que de se pincer le nez et avaler cette pilule, dans le cadre d'un règlement qui mettrait fin aux enquêtes. Ces enquêtes ont contribué à faire plonger de 20 % cette année l'indice Apex Broker/Dealer, qui regroupe 12 maisons de courtage.

Le plan prévoit que les firmes de courtage verseront chacune entre 10 et 20 millions US sur cinq ans pour des rapports de recherche indépendants produits par des firmes qui n'ont pas d'activités de banque d'affaires. Le plan permettrait à des analystes internes d'aider les ban-

quiers à évaluer les compagnies désireuses d'être cotées en Bourse tout en défendant aux firmes de tenir compte de ce travail dans la rémunération des analystes.

RÉSULTATS FINANCIERS

		REVENUS (000 \$)		
--	--	------------------	--	--

E DE TORONTO

[illegible]

VANPA		Chg		VANPA		Chg		VANPA		Chg		VANPA		Chg	
-------	--	-----	--	-------	--	-----	--	-------	--	-----	--	-------	--	-----	--

RESSE | MONTRÉAL | VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 2002

		VANPA		Chg		VANPA		Chg		VANPA		Chg	
02	yzSp Div	10.67	.01	oActCanGar	10.80	-.12	yoCanAsi7575	3.23	.02				
12	zSoMM	11.25		oAcCoCotGar	10.14	.14	yoCanEur7575	2.69	.08				

78 accusations contre l'ex-directeur financier d'Enron

Baisse des profits de Martha Stewart

Agence France-Press

HOUSTON — L'ancien directeur financier du courtier en énergie Enron, Andrew Fastow, a été formellement inculpé hier de fraude, de blanchiment d'argent et de complicité avec au total 78 chefs d'accusation retenus contre lui en rapport avec le scandale qui a conduit à la faillite spectaculaire d'Enron.

Andrew Fastow, également inculpé d'entrave à la justice, est ainsi le plus haut responsable d'Enron formellement inculpé dix mois après la faillite du courtier en énergie, septième société des États-Unis avant ses déboires comptables.

Avant Fastow, Michael Kopper, un ancien responsable financier d'Enron, avait été inculpé en août et avait plaidé coupable à des accusations de blanchiment d'argent et de transfert frauduleux de fonds.

Fastow, 40 ans, a été inculpé par le grand jury d'un tribunal fédéral de Houston, ville où se trouve le siège d'Enron. Cette inculpation v

permettre l'ouverture de son procès. Il avait été mis en accusation le 2 octobre après avoir été conduit menotté au tribunal par des agents du FBI. La date de sa comparution n'a pas encore été fixée.

S'il est déclaré coupable, Fastow risque une peine maximum de prison de cinq ans et 250 000 \$ US d'amendes pour chaque chef d'accusation de complot et de fraude ; les chefs de blanchiment d'argent sont passibles de 20 ans de prison maximum avec des amendes égales à deux fois le montant des sommes incriminées.

Les faits reprochés à Fastow ont commencé en 1997, selon un communiqué du département américain de la Justice. Il a été démis de ses fonctions en octobre 2001 après la découverte des manipulations comptables entre Enron et des véhicules financiers auxquels il était partie prenante.

Selon les termes de l'inculpation, Andrew Fastow et d'autres « ont mis au point un schéma pour escroquer Enron, ses actionnaires

et d'autres » par le biais de transactions « qui ont permis à Enron d'apparaître plus attractif qu'il ne l'était en réalité aux yeux des analystes de Wall Street, des agences de notation et d'autres », selon le communiqué.

« L'inculpation laisse entendre que Fastow et d'autres ont utilisé (des véhicules financiers) de façon frauduleuse à la fois pour manipuler les résultats financiers d'Enron et pour s'enrichir eux-mêmes sur le dos d'Enron », ajoute le communi-
qué.

Selon le grand jury, Enron a « au moins une fois fait appel à une grande institution financière pour l'aider dans ses manipulations comptables ».

L'enquête sur les activités illégales d'Andrew Fastow continue, a souligné l'*Attorney general* (ministre de la Justice) adjoint Larry Thompson. « Nous allons utiliser toutes les mesures appropriées pour récupérer les gains illicites auprès des responsables de ce complot. La justice l'exige », a-t-il ajouté.

d'après Bloomberg

NEW YORK — La société Martha Stewart Living Omnimedia a fait savoir que ses profits au quatrième trimestre seraient inférieurs aux prévisions. Les bénéfices au plus récent trimestre ont chuté de 42 % dans le contexte de l'enquête sur un délit d'initié dont est soupçonnée la fondatrice de la compagnie.

La compagnie a indiqué dans un communiqué qu'elle s'attendait à un bénéfice de 3 cents par action au quatrième trimestre. Selon l'estimation moyenne de neuf analystes sondés par Thomson First Call, on s'attendait à ce que la compagnie touche un bénéfice de 10 cents par action.

Hier, au cours d'une conférence téléphonique, les dirigeants de la compagnie ont soutenu que l'enquête sur la vente d'actions de ImClone Systems par Martha Stewart continuait d'assombrir les activités de la société, faisant augmenter les coûts d'assurances et de relations publiques. Cette hausse des coûts, de même qu'une baisse des revenus tirés d'Internet et de la télé,

ont réduire le profit au cours du trimestre actuel, ont-ils dit.

« Ça fait déjà un certain temps que la compagnie dit qu'elle ne s'en fera pas avec les résultats du reste de l'année à cause de toutes ses distractions », souligne Douglas Arthur, analyste de Morgan Stanley.

Le titre de la compagnie a plongé de 53 % depuis juin dernier lorsque l'existence d'une enquête du Congrès sur la vente d'actions de ImClone Systems par Martha Stewart a été dévoilée au public. Ainsi, le département américain de Justice et la Commission des Bourses (Securities and Exchange Commission - SEC) poursuivent présentement leur enquête et des membres du personnel de la SEC ont recommandé que l'on poursuive M^{me} Stewart au civil pour fraude.

En octobre 1999, les actions de la compagnie de New York se négociaient jusqu'à 50 \$. Hier matin, le cours de la compagnie cédait 52 points, ou 6,2 %, à 7,94 \$ US à la Bourse de New York.

LES DEVISES

(PC) Voici les taux des devises (étrangers jeudi, tel que fournis par la Banque de Montréal. Les taux sont en devise canadienne et ils sont nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

Afrique du Sud	rand	\$ 0.1643
Arabie saoudite	riyal	\$ 0.4339
Argentine	peso	\$ 0.45559
Australie	dollar	\$ 0.8992
Bahamas	dollar	\$ 1.5845
Costa Rica		

Bahrein	dinar	\$ 4.2780	Danemark	couronne	\$ 0.2148	Israël	shekel	\$ 0.3397	Pakistan	roupie	\$ 0.0285	Sri Lanka	roupie	\$ 0.01678
Barbade	dollar	\$ 0.8183	Egypte	livre	\$ 0.3487	Jamaïque	dollar	\$ 0.0347	Pérou	sol	\$ 0.4480	Suède	couronne	\$ 0.1756
Bermudes	dollar	\$ 1.5845	Em.A.U.	dirham	\$ 0.4391	Japon	yen	\$ 0.012710	Philippines	peso	\$ 0.0304	Suisse	franc	\$ 0.0855
Bésil	real	\$ 0.4389	Etats-Unis	dollar	\$ 1.5575	Kanya	shilling	\$ 0.0203	Pologne	zloty	\$ 0.4001	Taiwan	dollar	\$ 0.0465
Bulgarie	lev	\$ 0.8125	Europe	euro	\$ 1.5416	Koweït	dinar	\$ 5.4170	Rép. Dominicaine	peso	\$ 0.0872	Tanzanie	shilling	\$ 0.001649
Caralbes	dollar	\$ 0.6124	Fidji	dollar	\$ 0.7735	Liban	livre	\$ 0.001066	Rép. tchèque	couronne	\$ 0.0517	Thaïlande	bahat	\$ 0.0373
Chili	peso	\$ 0.00221	Guyane	dollar	\$ 0.009010	Malaisie	ringgit	\$ 0.4352	Roumanie	leu	\$ 0.0000481	Trinité-Tobago	dollar	\$ 0.2668
Afrique du Sud	rand	\$ 0.1643	Haiti	gourde	\$ 0.0489	Maroc	dirham	\$ 0.1515	Royaume-Uni	livre	\$ 2.4372	Tunisie	dinar	\$ 1.1711
Arabie saoudite	riyal	\$ 0.4339	Chypre	livre	\$ 2.7780	Mexique	peso	\$ 0.1648	Russie	rouble	\$ 0.0508	Turquie	livre	\$ 0.00000097
Argentine	peso	\$ 0.45559	Colombie	peso	\$ 0.000583	forint	\$ 0.00659	Singapour	dollar	\$ 0.9083	Ukraine	hryvna	\$ 0.3024	
Australie	dollar	\$ 0.8992	Corée	won	\$ 0.001320	Inde	roupie	\$ 0.0342	Slovaquie	dollar	\$ 0.0384	Venezuela	bolivar	\$ 0.00115
Bahamas	dollar	\$ 1.5845	Costa Rica	colon	\$ 0.004336	Indonésie	roupie	\$ 0.000183	Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0.006943	Les cotes sont en devises canadiennes.		

BOURSE DE MONTRÉAL - OPTIONS CANADIENNES[illegible]

LES OBLIGATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA											
Émetteur	Canada	Échéance	Price	Reud.	Var.	Canada	Canada	Canada	Canada		
Canada	6.00	1 Dec 10	100.22	2.65	-0.02	British Col.	8.00	9 Juin 08	106.29	5.60	
Canada	5.25	1 Sept 03	101.94	2.83	+0.03	British Col.	6.50	23 Août 13	125.32	4.37	
Canada	7.50	1 Sept 03	104.83	2.89	+0.05	British Col.	5.70	18 Juin 29	96.10	5.98	
Canada	6.50	1 Jan 04	105.21	3.07	+0.14	Hydro Ont.	7.45	1 Juin 04	124.36	5.95	
Canada	5.00	1 Sept 04	103.15	3.20	+0.20	Hydro Ont.	8.50	15 Août 05	112.53	3.70	
Canada	6.00	1 Dec 04	104.30	3.20	+0.14	Hydro Ont.	8.25	15 Août 20	154.85	5.95	
Canada	6.00	1 Sept 05	106.35	3.60	+0.33	Hydro Ont.	8.00	3 Juin 28	128.73	5.96	
Canada	8.75	1 Dec 05	114.52	3.70	+0.38	Hydro Ont.	6.50	23 Oct 07	106.84	4.43	
Canada	7.00	1 Dec 06	111.21	3.98	+0.45	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	
Canada	7.25	1 Jan 07	112.86	4.13	+0.67	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	
Canada	9.50	1 Jan 10	129.72	4.77	+10.3	Hydro Ont.	5.38	23 Nov 03	101.45	2.80	+0.03
Canada	9.00	1 Mars 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	7.75	3 Nov 05	111.06	3.80	+0.36
Canada	4.95	1 Juin 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	5.60	28 Nov 08	108.68	5.10	+0.74
Canada	10.25	15 Mars 14	143.45	5.14	+1.45	Hydro Ont.	7.45	1 Juin 04	124.36	5.95	+1.28
Canada	9.75	1 Jan 11	149.56	5.46	+1.33	Hydro Ont.	8.50	31 Mars 25	131.34	5.95	+1.28
Canada	6.00	1 Dec 10	100.22	2.65	-0.02	Hydro Ont.	8.25	23 Jun 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	5.25	1 Sept 03	101.94	2.83	+0.03	Hydro Ont.	8.00	3 Juin 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	7.50	1 Sept 03	104.83	2.89	+0.05	Hydro Ont.	6.50	23 Oct 07	106.84	4.43	+0.69
Canada	6.50	1 Jan 04	105.21	3.07	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	5.00	1 Sept 04	103.15	3.20	+0.20	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Dec 04	104.30	3.20	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Sept 05	106.35	3.60	+0.33	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	8.75	1 Dec 05	114.52	3.70	+0.38	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.00	1 Dec 06	111.21	3.98	+0.45	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.25	1 Jan 07	112.86	4.13	+0.67	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	9.50	1 Jan 10	129.72	4.77	+10.3	Hydro Ont.	5.38	23 Nov 03	101.45	2.80	+0.03
Canada	9.00	1 Mars 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	7.75	3 Nov 05	111.06	3.80	+0.36
Canada	4.95	1 Juin 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	5.60	28 Nov 08	108.68	5.10	+0.74
Canada	10.25	15 Mars 14	143.45	5.14	+1.45	Hydro Ont.	7.45	1 Juin 04	124.36	5.95	+1.28
Canada	9.75	1 Jan 11	149.56	5.46	+1.33	Hydro Ont.	8.50	31 Mars 25	131.34	5.95	+1.28
Canada	6.00	1 Dec 10	100.22	2.65	-0.02	Hydro Ont.	8.25	23 Jun 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	5.25	1 Sept 03	101.94	2.83	+0.03	Hydro Ont.	8.00	3 Juin 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	7.50	1 Sept 03	104.83	2.89	+0.05	Hydro Ont.	6.50	23 Oct 07	106.84	4.43	+0.69
Canada	6.50	1 Jan 04	105.21	3.07	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	5.00	1 Sept 04	103.15	3.20	+0.20	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Dec 04	104.30	3.20	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Sept 05	106.35	3.60	+0.33	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	8.75	1 Dec 05	114.52	3.70	+0.38	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.00	1 Dec 06	111.21	3.98	+0.45	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.25	1 Jan 07	112.86	4.13	+0.67	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	9.50	1 Jan 10	129.72	4.77	+10.3	Hydro Ont.	5.38	23 Nov 03	101.45	2.80	+0.03
Canada	9.00	1 Mars 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	7.75	3 Nov 05	111.06	3.80	+0.36
Canada	4.95	1 Juin 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	5.60	28 Nov 08	108.68	5.10	+0.74
Canada	10.25	15 Mars 14	143.45	5.14	+1.45	Hydro Ont.	7.45	1 Juin 04	124.36	5.95	+1.28
Canada	9.75	1 Jan 11	149.56	5.46	+1.33	Hydro Ont.	8.50	31 Mars 25	131.34	5.95	+1.28
Canada	6.00	1 Dec 10	100.22	2.65	-0.02	Hydro Ont.	8.25	23 Jun 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	5.25	1 Sept 03	101.94	2.83	+0.03	Hydro Ont.	8.00	3 Juin 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	7.50	1 Sept 03	104.83	2.89	+0.05	Hydro Ont.	6.50	23 Oct 07	106.84	4.43	+0.69
Canada	6.50	1 Jan 04	105.21	3.07	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	5.00	1 Sept 04	103.15	3.20	+0.20	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Dec 04	104.30	3.20	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Sept 05	106.35	3.60	+0.33	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	8.75	1 Dec 05	114.52	3.70	+0.38	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.00	1 Dec 06	111.21	3.98	+0.45	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.25	1 Jan 07	112.86	4.13	+0.67	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	9.50	1 Jan 10	129.72	4.77	+10.3	Hydro Ont.	5.38	23 Nov 03	101.45	2.80	+0.03
Canada	9.00	1 Mars 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	7.75	3 Nov 05	111.06	3.80	+0.36
Canada	4.95	1 Juin 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	5.60	28 Nov 08	108.68	5.10	+0.74
Canada	10.25	15 Mars 14	143.45	5.14	+1.45	Hydro Ont.	7.45	1 Juin 04	124.36	5.95	+1.28
Canada	9.75	1 Jan 11	149.56	5.46	+1.33	Hydro Ont.	8.50	31 Mars 25	131.34	5.95	+1.28
Canada	6.00	1 Dec 10	100.22	2.65	-0.02	Hydro Ont.	8.25	23 Jun 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	5.25	1 Sept 03	101.94	2.83	+0.03	Hydro Ont.	8.00	3 Juin 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	7.50	1 Sept 03	104.83	2.89	+0.05	Hydro Ont.	6.50	23 Oct 07	106.84	4.43	+0.69
Canada	6.50	1 Jan 04	105.21	3.07	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	5.00	1 Sept 04	103.15	3.20	+0.20	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Dec 04	104.30	3.20	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Sept 05	106.35	3.60	+0.33	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	8.75	1 Dec 05	114.52	3.70	+0.38	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.00	1 Dec 06	111.21	3.98	+0.45	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.25	1 Jan 07	112.86	4.13	+0.67	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	9.50	1 Jan 10	129.72	4.77	+10.3	Hydro Ont.	5.38	23 Nov 03	101.45	2.80	+0.03
Canada	9.00	1 Mars 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	7.75	3 Nov 05	111.06	3.80	+0.36
Canada	4.95	1 Juin 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	5.60	28 Nov 08	108.68	5.10	+0.74
Canada	10.25	15 Mars 14	143.45	5.14	+1.45	Hydro Ont.	7.45	1 Juin 04	124.36	5.95	+1.28
Canada	9.75	1 Jan 11	149.56	5.46	+1.33	Hydro Ont.	8.50	31 Mars 25	131.34	5.95	+1.28
Canada	6.00	1 Dec 10	100.22	2.65	-0.02	Hydro Ont.	8.25	23 Jun 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	5.25	1 Sept 03	101.94	2.83	+0.03	Hydro Ont.	8.00	3 Juin 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	7.50	1 Sept 03	104.83	2.89	+0.05	Hydro Ont.	6.50	23 Oct 07	106.84	4.43	+0.69
Canada	6.50	1 Jan 04	105.21	3.07	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	5.00	1 Sept 04	103.15	3.20	+0.20	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Dec 04	104.30	3.20	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Sept 05	106.35	3.60	+0.33	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	8.75	1 Dec 05	114.52	3.70	+0.38	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.00	1 Dec 06	111.21	3.98	+0.45	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.25	1 Jan 07	112.86	4.13	+0.67	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	9.50	1 Jan 10	129.72	4.77	+10.3	Hydro Ont.	5.38	23 Nov 03	101.45	2.80	+0.03
Canada	9.00	1 Mars 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	7.75	3 Nov 05	111.06	3.80	+0.36
Canada	4.95	1 Juin 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	5.60	28 Nov 08	108.68	5.10	+0.74
Canada	10.25	15 Mars 14	143.45	5.14	+1.45	Hydro Ont.	7.45	1 Juin 04	124.36	5.95	+1.28
Canada	9.75	1 Jan 11	149.56	5.46	+1.33	Hydro Ont.	8.50	31 Mars 25	131.34	5.95	+1.28
Canada	6.00	1 Dec 10	100.22	2.65	-0.02	Hydro Ont.	8.25	23 Jun 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	5.25	1 Sept 03	101.94	2.83	+0.03	Hydro Ont.	8.00	3 Juin 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	7.50	1 Sept 03	104.83	2.89	+0.05	Hydro Ont.	6.50	23 Oct 07	106.84	4.43	+0.69
Canada	6.50	1 Jan 04	105.21	3.07	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	5.00	1 Sept 04	103.15	3.20	+0.20	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Dec 04	104.30	3.20	+0.14	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	6.00	1 Sept 05	106.35	3.60	+0.33	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	8.75	1 Dec 05	114.52	3.70	+0.38	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.00	1 Dec 06	111.21	3.98	+0.45	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	7.25	1 Jan 07	112.86	4.13	+0.67	Hydro Ont.	8.50	27 Oct 15	124.99	5.74	+0.69
Canada	9.50	1 Jan 10	129.72	4.77	+10.3	Hydro Ont.	5.38	23 Nov 03	101.45	2.80	+0.03
Canada	9.00	1 Mars 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	7.75	3 Nov 05	111.06	3.80	+0.36
Canada	4.95	1 Juin 11	127.82	4.91	+1.0	Hydro Ont.	5.60	28 Nov 08	108.68	5.10	+0.74
Canada	10.25	15 Mars 14	143.45	5.14	+1.45	Hydro Ont.	7.45	1 Juin 04	124.36	5.95	+1.28
Canada	9.75	1 Jan 11	149.56	5.46	+1.33	Hydro Ont.	8.50	31 Mars 25	131.34	5.95	+1.28
Canada	6.00	1 Dec 10	100.22	2.65	-0.02	Hydro Ont.	8.25	23 Jun 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	5.25	1 Sept 03	101.94	2.83	+0.03	Hydro Ont.	8.00	3 Juin 28	128.73	5.96	+1.29
Canada	7.50	1 Sept 03	104.83	2.89	+0.05	Hydro Ont.	6.50	23 Oct 07	106.84	4.43	+

CONTRATS À TERME

Ventes (100) C/B Haut Bas Ferm. ch. Haut 52 sem. Bas Valeurs												Ventes (100) C/B Haut Bas Ferm. ch. Haut 52 sem. Bas Valeurs												Ventes (100) C/B Haut Bas Ferm. ch. Haut 52 sem. Bas Valeurs												Ventes (100) C/B Haut Bas Ferm. ch. Haut 52 sem. Bas Valeurs												Ventes (100) C/B Haut Bas Ferm. ch. Haut 52 sem. Bas Valeurs											
S&P CAN 60												Mars4 96.340 93.770 96.210 96.100 96.280 0.00 2779												s : non-offert												Nortel																							
200 fois le S&P CAN 60												Sept4 96.960 94.340 96.970 95.970 96.040 0.00 2044												Prix de												1 contrat = 100 actions du sous-jacent																							
Changement de 0.05 point d'indice = 10 \$												Sept4 96.670 94.220 0.00 0.00 95.810 0.00 206												Achats												Changement min. de 0.01 \$ = 1.00 \$ par contrat																							
Historique												Sept4 96.510 94.160 0.00 0.00 95.620 0.00 231												Ventes												Historique																							
Jour												Mars5 96.390 94.450 0.00 0.00 96.440 0.00 136												Haut Bas Haut Bas Rég. Var. cours												0.00 0.00 0.00 0.00 119.70 0.00 0																							
Int. en												Mars5 96.300 95.300 0.00 0.00 95.270 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.																							
Var. cours												Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00 2												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0												0.00 0.00 0.00 0.00 120.70 0.00 0																							
Sept5 96.210 95.210 0.00 0.00 95.110 0.00																																																											



Les CLD promettent 100 000 emplois si on leur donne 130 millions de plus

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC – Les CLD (centres locaux de développement) promettent de créer 100 000 emplois en cinq ans si le gouvernement accepte de doubler la mise de fonds du développement local au Québec.

En vue du Rendez-vous national des régions dans deux semaines, le président de l'Association des CLD, Yvon Leclerc, prévient d'ailleurs Québec que les stratégies de développement local doivent miser d'abord sur les compétences locales.

« Il faut se méfier des mirages de la régionalisation, a déclaré M. Leclerc hier à Québec. Ça peut vouloir dire le déplacement du gouvernement en région. On n'a pas besoin de plus de bureaucratie en région. »

Durant leurs cinq premières années d'existence, les 108 CLD, pré-

sents partout au Québec, ont créé ou maintenu plus de 60 000 emplois à l'aide de 130 millions de dollars (en prêts et garanties de prêts) provenant de Québec et des municipalités. Leur principal outil, le FLI (Fond local d'investissement), affiche un taux de perte de seulement 4,6 % en trois ans.

« Les CLD réalisent au-delà de ce qu'on pouvait imaginer », explique le professeur de l'UQAM, Benoît Lévesque, qui a analysé les résultats des cinq premières années des CLD. Cet outil de développement local, selon lui, dépasse le « vieux modèle québécois » et présente une « formule gagnante » avec cette « belle surprise » que représentent les FLI.

« Nous avons gagné notre pari avec les CLD, il faut aller plus loin en créant 100 000 emplois de plus », pense d'ailleurs le président de la Fédération québécoise des municipalités, Michel Belzil.

Pour ce faire, les CLD demandent au gouvernement de doubler l'enveloppe originale des FLI de 130 à 260 millions en cinq ans. En

outre, ils estiment que Québec devrait adopter une politique de financement des PME en misant sur le partenariat et la décentralisation.

Également, le président de l'Association des CLD, Yvon Leclerc, pense que le gouvernement doit confirmer le rôle des CLD dans le financement des petites et moyennes entreprises avec des interventions de moins de 125 000 \$. Un contentieux existe à ce sujet avec Investissement Québec, qui refuse de reconnaître le rôle prédominant des CLD, pense M. Leclerc.

La ministre des Finances, Pauline Marois, a créé avec son budget de l'an dernier un bras régional à Investissement Québec, la Financière, qui agit aussi dans le développement local avec son programme Déclic-PME. Les CLD questionnent encore un an plus tard la pertinence de cette mesure.

« C'est là, mais c'est peu utilisé, estime M. Leclerc. Dans le cas de Déclic-PME, les CLD ont l'impression que les décisions sont prises ailleurs qu'au niveau local. »

Exfo opte pour le travail partagé

PIERRE PELCHAT
Le Soleil

QUÉBEC — Les 132 employés de la production d'EXFO ont accepté massivement d'adhérer à un programme de travail partagé financé par la caisse de l'assurance-emploi.

Le président du syndicat indépendant qui représente ces employés a confirmé que 93 % des 122 membres présents à l'assemblée sur une possibilité de 132 ont accepté la proposition de leur employeur de faire la demande conjointe d'un programme de travail partagé.

« C'était cela ou de 10 à 20 autres mises à pied. En plus, il était question de cesser la production pendant un mois aux Fêtes. En échange, l'entreprise s'est engagée à ne pas faire d'autres mises à pied au cours des six prochains mois », a dit Stéphane Corbeil.

Si cette demande est acceptée, la semaine de travail des employés à la production sera réduite à quatre jours. La perte de salaire de la cinquième journée sera compensée par une prestation d'assurance-emploi. De cette façon, la baisse de revenus

sera beaucoup moindre pour les employés tandis que l'employeur pourra conserver une main-d'œuvre spécialisée.

L'entreprise qui appuie la démarche pour un programme de travail partagé n'a pas voulu émettre de commentaires, estimant qu'il s'agit d'une question de régie interne. Il y a deux ans, ce manufacturier d'équipements de test et de mesure sur fibre optique employait 360 personnes à la production. EXFO conçoit aussi ses produits de haute technologie.

Au dernier trimestre terminé le 31 août dernier, EXFO a subi une perte pro-forma de 1,2 million US ou 0,02 \$ US par action, comparativement à un profit de 3,2 millions US ou 0,06 \$ US par action durant la même période l'an dernier.

Des jours légèrement meilleurs semblent s'annoncer. Les ventes ont augmenté de 5 % au dernier trimestre par rapport au trimestre précédent. Toutefois, ces résultats demeurent largement inférieurs au chiffre d'affaires de l'année précédente.

